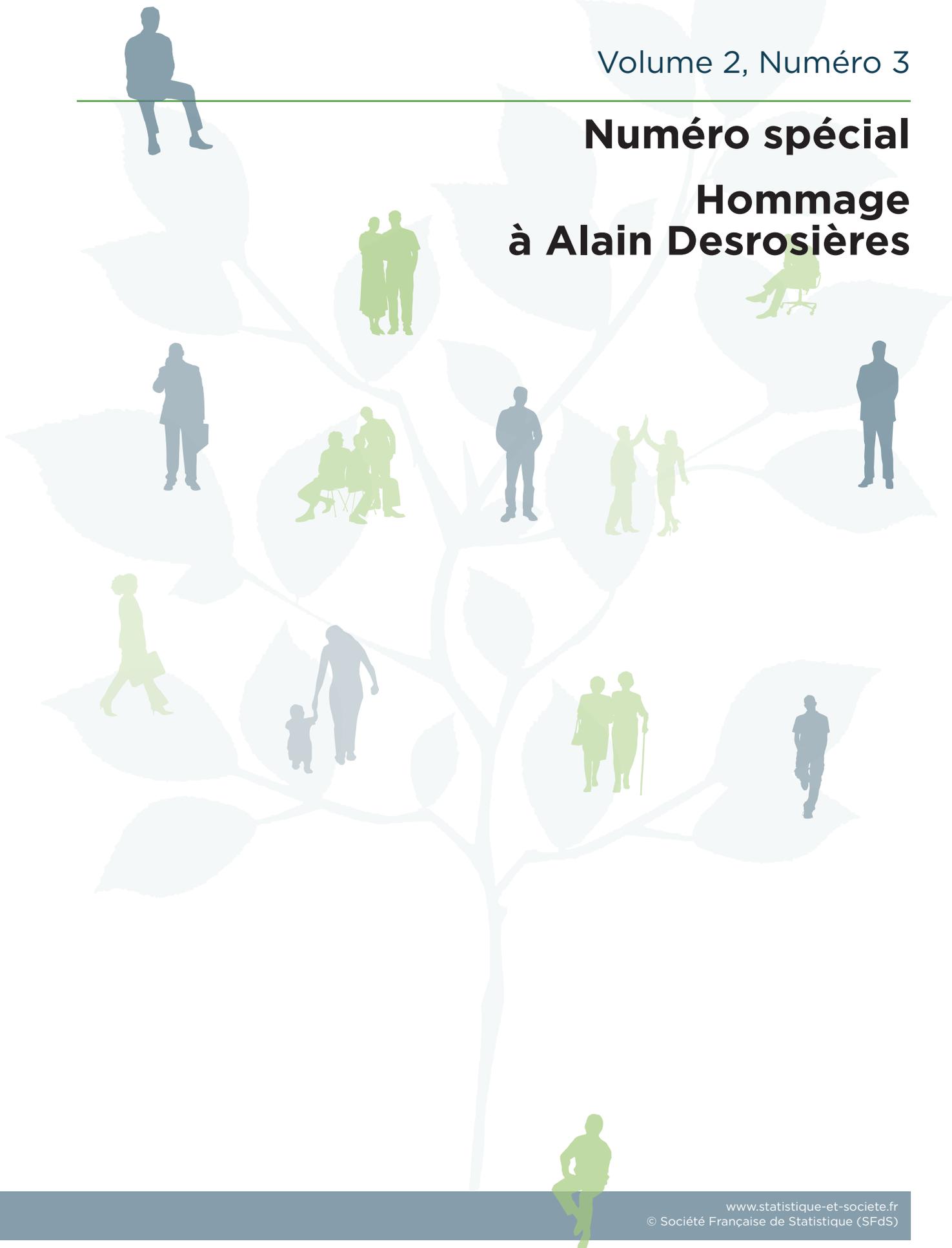


Numéro spécial
Hommage
à Alain Desrosières





Sommaire

Statistique et Société

Volume 2, Numéro 3

Hommage à Alain Desrosières

- 7 Alain Desrosières : arpenteur, entre la statistique publique et la sociologie**
Emmanuel Didier
Rédacteur en chef de Statistique et Société
Jean-Jacques Dreesbeke
Rédacteur en chef-adjoint de Statistique et Société
- 9 Bibliographie exhaustive d'Alain Desrosières**
- 17 Introduction aux travaux d'Alain Desrosières : histoire et sociologie de la quantification**
Michel Armatte
Centre Alexandre Koyré, Paris
- 25 Révolutions en statistique**
Théodore M. Porter
Professeur d'histoire,
Université de Californie Los Angeles (UCLA)
- 29 Le rôle d'Alain Desrosières auprès des statisticiens de l'Insee au travers de l'exemple des enquêtes relatives aux sans-abri**
Cécile Brousse
Administrateur de l'Insee
- 37 Alain Desrosières et les historiens : une toile sans araignée**
Béatrice Touchelay
Professeur d'histoire contemporaine,
Université de Lille 3

Sommaire

Statistique et Société

Volume 2, Numéro 3

**41 Controverses, crises et changement
dans les systèmes statistiques**

Jean-Pierre Beaud

Centre interuniversitaire de recherche sur la science
et la technologie, Université du Québec

**49 Un statisticien sociologue
de la stratification sociale en Hongrie :
Rudolf Andorka (1931-1997)**

Martine Mespoulet

Professeur de sociologie, Université de Nantes



Statistique et société

Magazine trimestriel publié par la Société Française de Statistique.
Le but de Statistique et société est de montrer d'une manière attrayante et qui invite à la réflexion l'utilisation pratique de la statistique dans tous les domaines de la vie, et de montrer comment l'usage de la statistique intervient dans la société pour y jouer un rôle souvent inaperçu de transformation, et est en retour influencé par elle. Un autre dessein de Statistique et société est d'informer ses lecteurs avec un souci pédagogique à propos d'applications innovantes, de développements théoriques importants, de problèmes actuels affectant les statisticiens, et d'évolutions dans les rôles joués par les statisticiens et l'usage de statistiques dans la vie de la société.

Rédaction

Rédacteur en chef : **Emmanuel Didier**, CNRS, France

Rédacteurs en chef adjoints :

Jean-Jacques Droesbeke, Université Libre de Bruxelles, Belgique

François Husson, Agrocampus Ouest, France

Jean-François Royer, SFdS - groupe Statistique et enjeux publics, France

Jean-Christophe Thalabard, Université Paris-Descartes, pôle de recherche et d'enseignement supérieur Sorbonne Paris Cité, France

Comité éditorial

Représentants des groupes spécialisés de la SFdS :

Ahmadou Alioum, groupe Biopharmacie et santé

Christophe Biernacki, groupe Data mining et apprentissage

Alain Godinot, groupe Statistique et enjeux publics

Delphine Grancher, groupe Environnement

Marthe-Aline Jutand, groupe Enseignement

Elisabeth Morand, groupe Enquêtes

Alberto Pasanisi, groupe Industrie

Autres membres :

Jean Pierre Beaud, Département de Science politique, UQAM, Canada

Corine Eyraud, Département de sociologie, Université d'Aix en Provence, France

Michael Greenacre, Department of Economics and Business, Pompeu Fabra
Université de Barcelone, Espagne

François Heinderyckx, Département des sciences de l'information, Université
Libre de Bruxelles, Belgique

Dirk Jacobs, Département de sociologie, Université Libre de Bruxelles, Belgique

Gaël de Peretti, INSEE, France

Theodore Porter, Département d'histoire, UCLA, États-Unis

Carla Saggiotti, INSEE, France

Patrick Simon, INED, France

Design graphique
fastboil.net

ISSN 2269-0271



Alain Desrosières : arpenteur, entre la statistique publique et la sociologie



Emmanuel DIDIER
et Jean-Jacques DROESBEKE
Rédacteur en chef et rédacteur en chef adjoint
de *Statistique et Société*



Alain Desrosières nous a quittés le 15 février 2013 à l'âge de 72 ans. Il appartenait à deux mondes au moins : d'un côté, à celui des statisticiens publics de l'INSEE, où il a fait toute sa carrière et de l'autre à celui de la sociologie, dans lequel il a construit une oeuvre devenue incontournable en prenant les statistiques comme objet social. Son rayonnement dans le paysage de la sociologie quantitative et de la statistique justifie le fait que nous ayons consacré ce numéro de la revue *Statistique et Société* à sa mémoire.

Alain Desrosières est né le 18 avril 1940 à Lyon. Après être passé par l'Ecole Polytechnique (promotion 1960, diplôme 1962), il poursuit ses études à l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (ENSAE) qu'il termine en 1965. Nommé Administrateur de l'INSEE, il élabore la base 1962 des Comptes Nationaux au sein du Département Entreprises de cet institut auquel il est affecté jusqu'en 1972. En 1973 et 1974, il assume la charge de rédacteur en chef de la revue *Economie et Statistique* de l'INSEE. Ses recherches sur l'histoire et l'utilisation des nomenclatures socioprofessionnelles débutent en 1975.

Affecté pour mi-temps au Département « Populations et Ménages », Division « Emploi », il participe à partir de 1978 à la refonte du système des nomenclatures de professions et catégories socioprofessionnelles. Parallèlement, pendant la même période, il assume son autre mi-temps au Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) où il effectue ses recherches sur les ouvriers de l'agglomération d'Amiens. Il dirige la Division « Etudes Sociales » de l'INSEE de 1983 à 1987 et passe ensuite au Département « Recherche » de cette institution pour se consacrer à l'histoire et la sociologie de la statistique. Il devient membre de l'Institut International de Statistique en 1989.

Ses enseignements d'histoire de la statistique à l'ENSAE débutent en 1992. L'INSEE lui confie la Division « Méthodes Comparées » en 1997 et il devient Chargé de mission à la Direction de la coordination statistique et des relations internationales en 2001, année où il devient aussi membre du Centre Alexandre Koyré d'histoire des sciences de l'EHESS.

Sa première publication date de 1968. Celles qui suivront sont liées à ses fonctions au sein de l'INSEE. Il ajoute une dimension historique à ses écrits à partir de 1976. Le lecteur trouvera la liste de ses publications après cette présentation.

Qui pouvait mieux évoquer la mémoire d'Alain Desrosières que ses amis et ses (anciens) élèves ! Et dans quel organe l'évoquer plus à propos que dans une revue qui répondait à ses aspirations ?

Il mûrissait lui-même un projet de revue depuis longtemps. Ce qu'il souhaitait voir réaliser était une publication qui allierait deux questionnements qui sont habituellement très difficiles à concilier. D'une part, il avait un intérêt véritable pour la statistique et la quantification comme activités qui méritent qu'on les interroge pour elles-mêmes; d'autre part, il souhaitait que les conséquences sociales et politiques contenues dans l'activité statistique soient exposées, discutées, analysées. Tenir ensemble ces deux exigences est très difficile car aucune spécialité n'y prépare. Les statisticiens sont capables de présenter les tours et détours techniques de leur discipline, mais s'arrêtent souvent au moment de concevoir ou d'exposer leurs conséquences socio-politiques. De leur côté, les spécialistes des sciences sociales, sociologues historiens et « politistes » en particulier, sont intéressés par les conséquences politiques et sociales de la quantification et disposent de ressources pour les exposer mais, la plupart du temps, ils négligent le cœur technique du problème. La difficulté qu'il y a à concilier ces deux perspectives l'avait toujours empêché de parvenir à créer une revue.

Lorsque l'idée de *Statistique et Société* a été lancée au sein de la *Société Française de Statistique*, Alain Desrosières s'est réjoui de cette initiative et a immédiatement accepté de siéger dans son comité de rédaction. Il ne manqua plus alors de rappeler cette double exigence à laquelle, selon lui, doit se tenir une publication sur la statistique et la société – les deux pôles qu'il tenait fondamentalement à rassembler.

Cette exigence, les contributeurs de ce numéro ne l'ont pas oubliée. Il s'agit, pour le premier d'entre eux, de Michel Armatte qui nous parle des travaux d'Alain Desrosières et de leur complicité réciproque. Nul autre que lui n'aurait pu souligner avec tant d'à-propos les points forts de l'œuvre de ce dernier. Le deuxième est Théodore M. Porter, l'ami vivant de l'autre côté de l'Atlantique, qui rapporte ses riches échanges avec les historiens de la statistique anglo-saxons. Alain Desrosières avait aussi de nombreux contacts avec les jeunes élèves et chercheurs qu'il avait côtoyés dans ses enseignements et ses recherches. Deux d'entre eux, Cécile Brousse et Béatrice Touchelay témoignent de l'importance accordée par lui à leurs préoccupations, la première comme statisticienne du social et la seconde comme historienne. On y retrouve aussi toute sa dimension humaine. Deux autres contributions complètent ce tableau. La première est due à Jean-Pierre Beaud, l'un des artisans de l'attribution du titre de Docteur *honoris causa* par l'Université du Québec à Montréal en 2011, qui rappelle comment Alain Desrosières faisait une lecture qui était aussi, et même pourrions nous ajouter, fondamentalement, *politique* des évolutions de la statistique qu'il observait. La dernière est écrite par Martine Mespoulet, qui ne parle pas de lui mais propose de suivre l'exemple de sa méthode pour écrire une biographie du statisticien hongrois Rudolf Andorka.

Les auteurs de cette introduction ont aussi été influencés par Alain Desrosières. Le premier, Emmanuel Didier, fut son élève avant de devenir son ami, à qui il confia la responsabilité de reprendre son enseignement à l'ENSAE et d'éditer son dernier ouvrage qui sera publié de façon posthume. Le second, Jean-Jacques Drosesbeke, se transforma de collègue en ami, associé à son enseignement de l'histoire de la statistique mais aussi impliqué dans des projets collectifs qui les ont réunis. Avec les auteurs des contributions qui suivent, ils font partie du réseau dont Alain Desrosières était le centre, propriété qu'il conservera encore longtemps malgré son départ. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que ce numéro montre le caractère original des travaux d'Alain Desrosières et que chaque lecteur y trouve à son tour des outils lui permettant de mieux comprendre et juger les conséquences sociales de la production statistique.

Bibliographie exhaustive



d'Alain DESROSIERES

Nous présentons ci-dessous les publications d'Alain Desrosières telles qu'il les a mentionnées dans un CV datant de 2011. Nous les avons complétées par d'autres qui ne s'y trouvent pas ou qui sont parues depuis.

Publications au titre de seul auteur

1968

- *Base 1962 des comptes nationaux*. Notes de Branches : des textiles aux industries diverses, Département Entreprises de l'INSEE (302 p.).

1970

- *La diversification des productions dans l'industrie française*, Les Collections de l'INSEE, E2.

1972

- Un découpage de l'industrie en trois secteurs, *Economie et statistique*, 40, 25-39.

1976

- Trente ans de statistique sociales, *Economie et statistique*, 83, 29-37.

1977

- Eléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles, dans *Pour une histoire de la statistique - Tome I : Contributions*, INSEE, 155-231.

1978

- Marché matrimonial et structure des classes sociales, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 20-21, 97-107.
- La qualification : un fourre-tout et un écran ?, dans *La qualification du travail : de quoi parle-t-on ?*, Documentation française, 97-102.

1979

- Le statisticien et le sociologue, *Courrier des statistiques*, 10, 53-55.

1982

- Un essai de mise en relation des histoires récentes de la statistique et de la sociologie, dans : *Actes de la journée d'étude "Sociologie et statistique"*, INSEE - Société Française de Sociologie, Paris, 161-182.

1984

- L'étude des milieux sociaux au moyen de la nomenclature socioprofessionnelle : des individus aux ménages, *Données sociales*, INSEE.

1985

- Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940, *Revue Française de Sociologie*, 26, 2, 277-310.

1986

- L'ingénieur d'état et le père de famille : Emile Cheysson et la statistique, *Annales des mines. Série Gérer et comprendre*, 2, 60-80.
- La portée sociologique des diverses phases du travail statistique, dans Besson J.L. et Comte, M. (Eds.), *Des mesures*, coll. Analyse épistémologique, Histoire, Economie, Presses universitaires de Lyon, 247-273
- La recherche en histoire de la statistique, *Courrier des statistiques*, 39, 54-58.

1987

- Des métiers aux classifications conventionnelles : l'évolution des nomenclatures professionnelles depuis un siècle, dans *Pour une histoire de la statistique, II, Matériaux*, INSEE, 35-56.

1988

- Masses, individus, moyennes : la statistique sociale au XIXe siècle, *Hermès*, 2, Editions du CNRS, 41-66.
- La partie pour le tout : comment généraliser ? La préhistoire de la contrainte de représentativité, dans Mairesse J., éd., *Estimation et sondages. Cinq contributions à l'histoire de la statistique*, Paris, Economica, 97-116.

1989

- Les spécificités de la statistique publique en France : une mise en perspective historique, *Courrier des statistiques*, 49, 37-54.
- Comment faire des choses qui tiennent : histoire sociale et statistique, *Histoire & Mesure*, 4, 3-4, 225-242.
- Homogénéité ou hétérogénéité d'une population : de Quetelet à Lexis, dans *Mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, INSEE, 67-80.
- La statistique publique italienne : sa construction et sa réorganisation en 1989, *Courrier des statistiques*, 52, 3-8.
- L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique, *Cahiers du Centre d'Etudes de l'emploi*, 33, 1-9.
- L'Etat et la formation des classes sociales, *La Nouvelle Revue Socialiste*, Nouvelle série, 6, 13-26.

1990

- How to make things which hold together: social science, statistics and the state, dans Wagner, P., Wittrock, B. et Whitley, R. (éds.), *Discourses on Society*, 15, Kluwer Academic Publishers. Dordrecht, 195-218.

1991

- The part in relation to the whole: how to generalize? The prehistory of representative sampling, dans Bulmer M., Bales K. et Sklar K., éds., *The Social Survey in Historical Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 217-244.
- Official Statistics and Medicine in Nineteenth Century France: The SGF as a case study, *Social History of Medicine*, 4/3, 515-537.
- Séries longues et conventions d'équivalence (à propos du livre : Deux siècles du marché du travail), *Courrier des statistiques*, 57, 57-59.

1992

- Discuter l'indiscutable. Raison statistique et espace public, *Raisons pratiques*, 3, Editions de l'EHESS, 131-154.
- La création, en 1885, du Conseil supérieur de la statistique, *Courrier des statistiques*, 61-62, 5-6.
- La statistique, entre la science universelle et les traditions nationales, *Autrement*, 5, 146-159.

1993

- *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.
- Moreau de Jonès, du choléra à la SGF : une énigme de l'histoire de la statistique, *Courrier des statistiques*, 66, 19-20.
- Le Play, la statistique et l'état, *Annales des Mines. Réalités Industrielles*.
- Le territoire et la localité. Deux langages statistiques, *Courrier des Statistiques*, 65, 49-59 [1994, Politix. Travaux de science politique, 25, 36-48].

1994

- Official Statistics and Business: History, Classifications, Uses, dans Bud-Frierman L., éd., *Information Acumen: The Understanding and Use of Knowledge in Modern Business*, Londres, Routledge, 168-186.
- Une particularité française : l'économiste-statisticien, *Courrier des statistiques*, 70, 49-54.

1995

- Classer et mesurer : les deux faces de l'argument statistique, *Réseaux* (CNET), 71, 11-29.
- Démographie, science et société : le cas français, dans Chasteland J.C. et Roussel L., éd., *Les contours de la démographie au seuil du XXIe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 57-93.
- D'une école de statistique et d'économie à l'ENSAE et l'ENSAI, *Courrier des statistiques*, 75-76, 47-53.

1996

- Statistical Traditions : an Obstacle to International Comparisons ?, dans Hantrais L. et Mangen S., éd., *Cross-National Research Methods in the Social Sciences*, Londres et New York, Pinter.
- Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles, dans INSEE, *L'évolution des enquêtes « conditions de vie » de l'INSEE, du XIXe siècle à nos jours*, 49-79.
- Les apports mutuels de la méthodologie statistique et de la sociologie, *Actes des Journées de Méthodologie Statistique*, 69-70-71, 13-28.
- Statistique et espace public : le rêve de l'extériorité, dans *Le savant et le politique aujourd'hui*, Paris, Albin Michel, 107-118.

1997

- Refléter ou instituer : l'invention des indicateurs statistiques, dans Dupoirier, E. et Parodi, J.L. (éd.), *Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui*, l'Harmattan, Paris, 15-33.
- Du singulier au général : l'argument statistique entre la science et l'Etat, *Raisons pratiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 267-282.
- Quetelet et la sociologie quantitative : du piédestal à l'oubli, dans *Actualité et*

universalité de la pensée scientifique de Quetelet, Académie Royale de Belgique, 179-198.

- The Administrator and the Scientist : how the Statistical Profession has Changed, *Statistical Journal of the United Nations Economic Commission for Europe*, 14, 1, 31-50.
- Du territoire au laboratoire : la statistique au XIXe siècle, *Courrier des statistiques*, 81-82, 53-61.

1998

- *The Politics of Large Numbers. A History of Statistical Reasoning*, Harvard University Press.
- Lucien March (1859-1933) : A Pioneer of Quantitative Economics, dans Samuels W.J., éd., *European Economists of the Early 20th Century*, 1, Edward Elgar, 208-219.
- La mesure et son usage : harmonisation et qualité des statistiques sociales, *Stateco*, 90-91, 5-17.
- L'administrateur et le savant. Les métamorphoses du métier de statisticien, *Courrier des statistiques*, 87-88, 71-80.

1999

- La commission et l'équation : une comparaison des plans français et néerlandais entre 1945 et 1980, *Genèses*, 34, 28-52.
- La statistique aux Pays-Bas : informatisation et intégration, un projet futuriste, *Courrier des statistiques*, 91-92, 51-59.
- En visite dans un institut de statistique étranger, *Courrier des statistiques*, 91-92, 75-78.
- Statistique, dans Lecourt D., éd., *Dictionnaire d'histoire et philosophie des sciences*, Paris, Presses Universitaires de France, 874-880.
- Del Trabajo al consumo : la evolucion de los usos de las encuestas sobre el presupuesto de las familias, *Anuario del IEHS*, Universidad de Buenos Aires, 14, 1, 93-123.

2000

- *La politique des grands nombres*. Réédition en collection de poche avec une postface inédite, La Découverte, Paris.
- L'histoire de la statistique comme genre : styles d'écriture et usages sociaux, *Genèses*, 39, 121-137.
- L'État, le marché et les statistiques. Cinq façons d'agir sur l'économie, *Courrier des statistiques*, 95-96, 3-10.
- Measurement and its Uses: Harmonization and Quality in Social Statistics, *International Statistical Review*, 68, 173-187.
- La statistique d'entreprise en quête de réalité, *Lettre du SSE*, 38, 3-9.

2001

- Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative, *Genèses*, 43, 112-127.
- How Real are Statistics? Four Possible Attitudes, *Social Research*, 68, 2, 339-355.

2002

- Three Studies on the History of Sampling Methods: Norway, Russia-USSR, United States, *Science in Context*, 15, 3, 377-383.
- Adolphe Quetelet, *Courrier des statistiques*, 104, 3-8.

2003

- Historiquer l'action publique. L'Etat, le marché et les statistiques, dans Laborier P. et Trom, D. (éds), *Historicités de l'action publique*, Presses Universitaires de France, Paris, 207-221.
- Bourdieu et les statisticiens : une rencontre improbable et ses deux héritages, dans Encrevé P. et Lagrave R.M. (éds.), *Travailler avec Bourdieu*, Flammarion, Paris, 209-218.
- Comment fabriquer un espace de commune mesure : harmonisation des statistiques et réalismes de leurs usages, dans Lallement M. et Spurk, J. (éds.), *Stratégies de la comparaison internationale*, Editions du CNRS, Paris, 151-166.
- Les qualités des quantités, *Courrier des statistiques*, 105-106, 51-63.
- Du travail à la consommation : les usages des enquêtes des budgets de famille, *Journal de la SFdS*, 1-2, 75-111.
- Managing the Economy: the State, the Market and Statistics, dans Porter T. et Ross D. (éds.), *The Cambridge History of Science*, vol.7: Modern Social and Behavioral Sciences, Cambridge University Press.
- Le nombre et la constitution, *La Recherche*, Hors-série 13, 8-12.

2004

- Enquêtes versus registres administratifs : réflexions sur la dualité des sources statistiques, *Courrier des statistiques*, 111, 3-16 [2005 : Enquêtes versus registres administratifs : les deux sources de la statistique publique, *Genèses*, 58, 4-27].

2005

- *Die Politik des grossen Zahlen. Eine Geschichte des statistischen Denkweise*, Berlin, Springer.
- Décrire l'Etat ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique, *Genèses*, 58, 4-27.
- Extrait de l'interview de Henri Bunle (1884-1986) par Alain Desrosières le 29 mai 1982 (3 pages), 1(1), <http://www.jehps.net>.

2006

- De Cournot à l'évaluation des politiques publiques. Paradoxes et controverses à propos de la quantification, *Prisme*, 7.
- Les recherches de Ian Hacking sur l'histoire des usages des probabilités et des statistiques dans le raisonnement inductif (8 pages), 2(1), <http://www.jehps.net>.

2007

- Comparer l'incomparable. Essai sur les usages sociaux des probabilités et des statistiques, dans Touffut J.P. (éd.), *La société du probable. Les mathématiques sociales après Augustin Cournot*, Albin Michel, Paris, 163-200 (version anglaise parue chez Edward Elgar, 116-143).

2008

- *Pour une sociologie historique de la quantification, L'argument statistique 1*, Presses de l'École des Mines, Paris.
- *Gouverner par les nombres, L'argument statistique 2*, Presses de l'École des Mines, Paris.
- Commensuration and probabilism : two kinds of controversies about statistics (1850-1940), dans Stamhuis I.H., Klep K.M.M. et Van Maarseven J.S.C.J., éds., *The Statistical Minds in Modern Society : The Netherlands 1850-1940, II*, Statistics and Scientific Work, Amsterdam, Aksant, 311-321.

- Analyse des données et sciences humaines : comment cartographier le monde social ?, <http://www.jehps.net>.

2010

- The Politics of Knowledge-tools. The Case of Statistics, dans Sangolt L., éd., *Between Enlightenment and Disaster. Dimension of the Political Use of Knowledge*, Bruxelles, Peter Lang, 111-129.
- From Representative Statistics to Indicators of Performance, *UNESCO World Social Science Report*, Paris, 333-334.
- *La politique des grands nombres*, 3e édition en collection de poche, Paris, La Découverte.
- Un enseignement sur l'histoire de la statistique et de l'économétrie pour les élèves de l'ENSAE, *Statistique et Enseignement*, 1(1), 21-33, <http://www.statistique-et-enseignement.fr>.

2011

- Est-il bon, est-il méchant ? Le rôle du nombre dans le gouvernement de la cité néolibérale, *La Rivista delle Politiche Sociali*, 1-26.
- The Economics of Convention and Statistics: The Paradox of Origins, *Historical Social Research / Historische Sozialforschung*, 36, 4, 64-81.
- Words and Numbers : For a Sociology of the Statistical Argument, dans Saetnan A.R., Lommel H.M. et Hammer S., édés., *The Mutual Construction of Statistics and Society*, New York, Routledge, 41-63.

2012

- Quantifier les sciences sociales : une perspective historique et comparative, Document de travail, *(Econo)métrie : de l'arithmétique politique à l'économie mathématique*, Ecole française de Rome.

2014

- *Prouver et gouverner : une analyse politique des statistiques publiques* Texte établi et introduit par Emmanuel Didier, Paris, La Découverte, 2014.
- Statistics and social critique, *Partecipazione e conflitto*, vol. 7, n°2.
- Retroaction: How indicators feed back onto quantified actors, Rottenburg R., et al. (Eds.), *The World of Indicators: The Making of Governmental Knowledge Through Quantification*, Cambridge, Cambridge University Press.

Publications en collaboration

- Armatte M. et Desrosières A. (2000), Méthodes mathématiques et statistiques en économie : nouvelles questions sur d'anciennes querelles, dans Beaud, J.P. et Prevost, J.G. (édés.), *L'ère du chiffre, systèmes statistiques et traditions nationales*, Presses Universitaires du Québec, Montréal, 431-481.
- Armatte M. et Desrosières A. (2010), La Société de Statistique de Paris est née il y a 150 ans, (4 pages), 6(2), <http://www.jehps.net>.
- Blanc M. et Desrosières A. (2002), Entre décentralisation et coordination. Une analyse des spécificités des services statistiques ministériels, *Courrier des statistiques*, 104, 9-25.
- Chiapello E. et Desrosières A. (2003), Les paradoxes de la métrologie économique : le cas étrange de la « Positive Accounting Theory », dans Breviglieri M., Lafaye C. et Trom D., édés., *Sens de la justice, sens critique*, Economica, Paris.
- Chiapello E. et Desrosières A. (2006), La quantification de l'économie et la

recherche en sciences sociales : paradoxes, contradictions et omissions. Le cas exemplaire de la positive accounting theory, dans Eymard-Duvernay, Fr. (dir.), *L'économie des conventions, méthodes et résultats*, La Découverte, Paris, 297-310.

- Desrosières A., Fouquet A. et Rotbart G. (1984b), Données sociales : le paysage de la crise, *Economie et statistique*, 165, 23-36.
- Desrosières A. et Gollac M. (1982), Trajectoires ouvrières, systèmes d'emploi et comportements sociaux, *Economie et statistique*, 147, 43-66.
- Desrosières A. Goy A. et Thévenot L. (1972), L'identité sociale dans le travail statistique : la nouvelle nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles, *Economie et statistique*, 152, 55-81.
- Desrosières A. et Lemel Y. (1983), La journée d'études statistique et sociologie, *Courrier des statistiques*, 26, 64-66.
- Desrosières A., Mairesse J. et Volle M. (1976), Les temps forts de l'histoire de la statistique française, *Economie et Statistique*, 83, 19-28.
- Desrosières A. et Malhomme C. (1971), L'industrie française en 1970. Croissance soutenue et maintien de la compétitivité, *Economie et statistique*, 28, 3-10.
- Desrosières A. et Nardin P. (1973), Planification, information économiques et groupes sociaux, dans *La planification française en question*, CGP, 505-511.
- Desrosières A. et Pialoux M. (1983), Rapport au travail et gestion de la main d'œuvre : problèmes de méthodes, *Critiques de l'Economie politique*, 23-24, 66-85.
- Desrosières A. et Thévenot, L. (1979), Les mots et les chiffres : les nomenclatures socioprofessionnelles, *Economie et Statistique*, 110, 49-67.
- Desrosières A. et Thévenot, L. (1988b), *Les catégories socioprofessionnelles*, La Découverte, Paris.



Introduction aux travaux d'Alain Desrosières : histoire et sociologie de la quantification



Michel ARMATTE

Centre Alexandre Koyré, Paris

Alain Desrosières fut mon ami, mon collègue et mon partenaire privilégié dans une recherche dont je voudrais ici rendre compte, parce que, bien au-delà de ses qualités humaines, au-delà de l'histoire de la Statistique à laquelle il fut en France le premier à consacrer un ouvrage spécifique, il a développé une pensée originale sur l'analyse du rapport d'une société avec ses instruments de quantification (dont la statistique et la comptabilité), et cette pensée nous a libérés de l'alternative douloureuse des années 1970 consistant à en être tantôt les thuriféraires, admirateurs de leur puissance formelle à éclairer et guider le progrès des sociétés, tantôt les critiques les plus radicaux, dénonçant non sans raison le pouvoir qu'ils ont pris sur nos vies.

Lui et moi élèves d'une École d'ingénieur, enfants de la décolonisation et de mai 68, et quelque peu en porte à faux dans nos institutions respectives d'un corps d'Etat (les statisticiens économistes) et d'une Université d'économie et gestion, nous avons poursuivi pendant une trentaine d'années un dialogue passionnant sur l'histoire sociale de la statistique sous la forme de discussions, de textes partagés ou échangés et d'enseignement commun à l'ENSAE, dans les master de Paris 1 ou au centre A. Koyré. Cette collaboration n'allait pas de soi puisque nous n'étions pas du même côté du système d'information, lui du côté de la production des « données », et moi du côté de leurs usages savants et politiques, comme « instruments de preuve ou de gouvernement » ainsi qu'il le résumera plus tard. Ce compagnonnage me permet aujourd'hui de présenter les principales étapes de son itinéraire intellectuel.

Une approche critique des catégories socioprofessionnelles

Polytechnicien (X60) ayant choisi de servir l'État au plus près de la demande sociale, Alain Desrosières rejoint le corps des Administrateurs de l'INSEE mais se donne aussi un point de vue extérieur et réflexif sur la production du chiffre dans la société, à travers ses contacts avec son maître Pierre Bourdieu et les sociologues critiques qui s'en réclament, partageant avec eux une attitude favorable à la statistique comme outil de preuve (un « premier héritage » dit-il), et surtout une « exigence de réflexivité qui conduit à examiner les dimensions historiquement et socialement situées des outils techniques eux-mêmes » (le « second héritage »). Non, les données sociales ne sont pas « données » au double sens épistémologique (elles sont construites) et économique (elles sont coûteuses). Elles résultent d'un processus de production de connaissances dont il faut éclairer les conditions de possibilité à la fois sociales et cognitives.

Cette doxa « bourdivine » a formé le cadre de ses premiers travaux sur le système productif

français (1972), sur le marché matrimonial (1978), deux objets associés à ses premières fonctions au Département Entreprise (1965-72) puis au Département Population et Ménages (78-87), et pour lesquels il mobilise les techniques d'analyse de données de Benzecri, qui lui fournissent une image saisissante de l'homologie entre espace des groupes et espace des pratiques. Elle fut également à la base de son investissement avec Laurent Thévenot sur une refonte des catégories socio professionnelles, travaux commencés quand il est à l'Unité de Recherche entre 1974 et 1978, et systématisés entre 1979 et 1982. La CSP du père est « la variable fétiche pour les tenants du premier héritage de Bourdieu ». L'idée principale, en se référant à la *Distinction* (Bourdieu, 1979), est de « dénaturiser les catégories » et d'« historiciser et sociologiser les outils statistiques, notamment les nomenclatures », quitte à vivre une certaine tension entre prendre appui scientifique sur le chiffre, et déstabiliser cet appui par une dénonciation de la construction sociale de cette preuve par les dominants.

L'historicisation de la Statistique a commencé pour Alain Desrosières en 1976 quand il co-organise avec Jacques Mairesse les journées d'études de Vaucresson sur l'histoire de la statistique qui donneront naissance aux deux volumes (1977, 1987) de *Pour une histoire de la statistique* édités par l'INSEE. Alain s'inscrit doublement dans la publication de 1977 : comme auteur d'un dossier très complet et documenté sur *l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles*, discutant du paradoxe entre l'apparente rigueur mathématique des relevés statistiques et la complexité sociale des conventions qui président à leur classification, mais aussi par un petit texte (avec Mairesse et Volle) sur les temps forts de la statistique française dont March, Carmille et Gruson sont les héros. Première inscription dans une histoire de la statistique, mais du seul point de vue de son versant administratif, producteur de « données ». Alain Desrosières a pris ses distances avec la formalisation pour mieux identifier les procédures de recueil et de classement des faits qui la conditionne mais, comme il le reconnaîtra lui-même, n'envisage pas encore que l'on puisse articuler à cette histoire administrative une histoire de la statistique mathématique.

La sociologisation de la statistique, qui le dispute à son historicisation est un enjeu tout aussi important. Dès le début des années 1980, Alain Desrosières est détaché à mi-temps au Centre de Sociologie Européenne, anime avec Michael Pollack un séminaire « d'histoire sociale des politiques et des techniques de sciences sociales », et s'investit dans les premières *Journées Statistique* et sociologie d'octobre 1982 qui réunissent 200 personnes relevant pour moitié des Services statistiques des ministères, et pour moitié des laboratoires du CNRS et de l'Université. Son compte rendu souligne les principales difficultés d'un rapprochement des deux disciplines dues aux hétérogénéités de leurs objets, valeurs et méthodes, et à leur rapport de type client-fournisseur, mais il plaide pour leur dépassement.

Son travail sur les nomenclatures débouche sur la construction, avec Laurent Thévenot, d'une nouvelle nomenclature (dite PCS). *Les catégories socioprofessionnelles* (1988), un petit ouvrage qui le fera connaître du grand public, fournit l'argumentation qui justifie et accompagne les PCS. Alain Desrosières se rapproche alors du Groupe de sociologie politique et morale (GSPM) et des travaux de Thévenot, sur *l'économie du codage social* (1983) et sur les *investissements de formes* (1986), ou sur *les économies de la grandeur* (1991). Alain découvre parallèlement toute la littérature de l'École des conventions (Eymard-Duvernay, Orléan, Salais, Dupuy, Favereau), des auteurs auxquels il empruntera l'idée de multiplicité des conventions d'équivalence et de pluralité des logiques d'entreprise. Les considérations historiques le poussent cependant à lorgner aussi du côté de l'École de la Régulation, en cette période de transition, où l'on est visiblement en train de quitter le régime fordiste pour celui encore incertain du néolibéralisme.

Entre histoire et sociologie, Alain Desrosières ne choisit donc pas. Il se rapproche aussi d'une troisième voie, celle de l'École anglaise des sciences *studies*, qui dessine le projet d'une socio-

1. Hors dépenses médico-social et dotations forfaitaires

logique de la science, c'est-à-dire d'une approche de celle-ci à la fois causale (explicative), impartiale (agnostique vis-à-vis de ce qui est vrai ou faux), symétrique (dans l'étude des vainqueurs et des vaincus) et réflexive (s'appliquant à elle-même ces principes), selon la version forte de David Bloor. Son adaptation à la sauce française par Bruno Latour, dans *Les microbes guerre et paix* et *Irréduction* (1964) et *la science telle qu'elle se fait* (1989), ou par Michel Callon, dans les théories de la traduction et l'acteur réseau, est tout aussi décapante. Il y a là des outils pour prendre du recul par rapport à l'épistémologie habituelle et la macro-histoire, en privilégiant une micro-sociologie des acteurs via l'étude des controverses ou des procédures de laboratoire; une méthode pour penser la science, et donc la statistique, y compris la statistique mathématique, en termes d'enjeux de société, de traduction, de conflits et controverses, de construction des notions de preuve et de vérité.

Une dernière impulsion qui motive les recherches d'Alain est l'histoire de la statistique mathématique développée dans le tout nouveau séminaire *d'histoire de la probabilité et de la statistique* animé par Bru, Barbut et Coumet à l'EHESS, qu'il fréquente comme moi dès ses débuts en 1983. Les outils des sciences *studies* et de la théorie des conventions vont lui permettre d'articuler deux corpus de résultats de recherches : d'une part ceux qui touchent à la statistique administrative de Quetelet, March et Cheysson, à la comparaison des différents systèmes statistiques européens (son admiration pour les travaux de Sreter en Grande-Bretagne date de cette époque), ou aux institutions (SGF, SNS, CNS, ENSAE) qu'il a commencé à rassembler et publier dans « Histoire de formes » (1985), « Masses individus moyennes » (1988), « Les spécificité de la statistique publique française » (1989) ; d'autre part les éléments d'histoire mathématique de la statistique et de la probabilité qu'il a lus chez Kendall, Stigler, Benzecri, et dans les deux tomes de *The Probabilistic Revolution*, édités en 1987 et 1989 par Kruger, Daston, Heidelberg, Gigerenzer et Morgan, à la suite du séminaire international de Bielefeld.

La Politique des grands nombres

C'est à cette articulation que se consacre son livre majeur, *La politique des grands nombres*, publié à la Découverte en 1993 et traduit en plusieurs langues, dont l'anglaise en 1998. Cet ouvrage est un récit intégré, tissé, maillé de ces deux histoires de la statistique, l'histoire sociale des institutions et méthodes de production, des relevés (enquêtes ou registres), du codage et de l'enregistrement d'une part, l'histoire cognitive des transformations formelles des produits de cette opération et de leur enrôlement comme instrument de preuve (régression ou analyse factorielle) d'autre part. La dualité des deux points de vue le frappait depuis longtemps. Cette histoire mixte (mais pas encore unifiée tant les historiographies résistent), étalée sur plus de deux siècles, trouve un large public parce qu'elle ne satisfait à aucune érudition inutile, et s'oblige à problématiser socio-logiquement toutes les innovations et les controverses rencontrées, qui sont nombreuses : statistique allemande vs arithmétique politique ; statistique littéraire de Peuchet vs calculs de Duvillard ; contrats aléatoires vs probabilisme et degré de croyance, réalisme et nominalisme dans la théorie des moyennes, homogénéité vs hétérogénéité des populations, homme moyen de Quetelet vs homme génial de Galton, causalisme vs contingence chez Pearson, statistiques administratives françaises et anglaises, monographies vs enquêtes, recensement vs sondage, eugénistes vs hygiénistes, principes divers de classification des décès, interprétations diverses de l'aléa et de la notion de modèle en économétrie, (Koopmans vs Vining, Keynes vs Tinbergen).

Ces controverses sont problématisées sous forme de deux tensions majeures du domaine. La première entre histoire des sources et histoire des usages mathématiques, histoire de l'État et histoire des sciences est le produit d'un éclatement des historiographies entre histoire des idées et des théories, histoire des faits, histoire des instruments de quantification et formalisation, histoire de la production de l'information, histoire des sciences et de l'expertise,

qui restent largement confinées dans des champs séparés. Elle recoupe plus ou moins une opposition, méthodologique celle-ci, entre une histoire internaliste, conceptuelle, et une histoire externaliste, socio-politique. Il est commun de constater que l'histoire des mathématiques fait presque exclusivement appel aux concepts et idées mathématiques et que celle de l'État fait appel à tout un registre de connaissances externes pour les sciences politiques. Desrosières suggère de mieux associer ces deux approches, dans le cadre d'une vision anthropologique des sciences qui se nourrit de l'analyse de controverses, associant presque toujours un volet cognitif et un volet social. La troisième tension qui traverse tout l'ouvrage de l'introduction à la conclusion, oppose une vision réaliste de la statistique (elle décrit une réalité) et une vision constructiviste (la réalité résulte de sa construction statistique sur une base conventionnelle). Cette tension est récurrente dans plusieurs contextes historiques : quelle est la légitimité d'une interprétation réaliste d'une moyenne, d'un indicateur, d'une classification, d'une corrélation, d'un modèle ? Comment caractériser les différentes modalités selon lesquelles des auteurs contestent ce réalisme : le nominalisme de Moreau de Jonnés, le rationalisme de Cournot, l'idéalisme de Pearson, le constructivisme des postmodernes...

La statistique sert-elle à décrire ou à agir ? Est-elle une affaire d'État ou de traitement des grands nombres ? Faut-il être mathématicien ou sociologue voire économiste pour en faire l'histoire ? Alain Desrosières ne tranchera pas toujours en faveur d'un pôle ou l'autre de ces alternatives. C'est une question de « posture » dit-il. « *La séparation entre objets techniques et objets sociaux remontant au XVIIIe siècle est maintenant profonde (...) et il est à la fois difficile et indispensable de penser en même temps ces objets comme construits et réels, conventionnels et réels. À défaut d'un tel travail, l'information statistique risque d'osciller sans fin entre deux états opposés et complémentaires : celui de référence indiscutable au dessus des débats et celui de cible de dénonciation polémique défaisant la complexe pyramide des équivalences*¹ ». Il faut donc articuler « deux registres de langage, celui de la description et de la science (il y a) et celui de la prescription et de l'action (il faut) » ; et aussi « deux attitudes par rapport à la question de la réalité, l'une réaliste (ou objectiviste) l'autre relativiste (ou historiciste) ». Car, pour finir, le statisticien cherche à « faire des choses qui tiennent », à la fois pour des raisons formelles et pour des raisons sociales, c'est-à-dire qu'il construit des objets (indices, classifications, modèles...) qui ont à la fois des qualités formelles de représentation cohérente et réaliste de la réalité, et une légitimité sociale comme convention, comme constitution de la société, ces deux propriétés leur donnant une efficacité sociale comme lien, comme base de négociation, bref, comme outils de gouvernement. Pour que ces choses (catégories, concepts, mesures) tiennent, elles doivent reposer sur des conventions qui « doivent à la fois être indiscutées pour que la vie suive son cours et néanmoins discutables pour que la vie puisse changer de cours ». Cette dernière phrase du livre annonce une tentative de résoudre cette contradiction par le changement, par la succession des régimes d'expertise associant d'une certaine façon connaissance et pouvoir, par le cycle de vie et mort des conventions sociales qui en résulte. Ce seront les thèmes de ses écrits dans la décennie suivante.

Dans la postface de la seconde édition de *la politique des grands nombres* (2000), Alain Desrosières dresse un bilan des réceptions qui ont été faites de son livre, et fait le point sur les travaux publiés depuis 2013. On peut donc y lire la longue liste des publications et des collaborations qui ont enrichi sa vision entre les deux éditions. Cela comprend les travaux fondateurs de Mary Morgan, Judy Klein et Michel Armatte sur l'économétrie, les études plus externalistes de Ted Porter sur la construction de l'objectivité, de Margo Anderson et Stephen Fienberg, de Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, de Silvana Patriarca et Simon Szreter, ou encore en France de Luc Blondiaux sur les sondages, d'Eric Brian sur l'imbrication de l'administration et de la géométrie dans la fabrication des chiffres à l'âge classique, de Martine Mespoulet, Emmanuel

1. Desrosières, 1993, p.398.

Didier sur les systèmes statistiques nationaux et leurs méthodes d'investigation (registres, recensements, sondages), de Berlivet Dodier, Gollac, Spenlauer, sur l'évaluation des politiques publiques. On repère aussi dans son bilan l'influence notable des philosophes, comme Hacking, dont il fut répondant lors de sa conférence au Collège de France, sur le constructivisme, mais Foucault, dont les cours (Sécurité Territoire Populations, 1978 et Naissance de la biopolitique, 1979) ne seront édités qu'en 2004 n'est pas encore dans le paysage. Alain Desrosières se passionne pour la grande controverse du moment qui est l'affaire Sokal, laquelle sous prétexte de canular, organise une mise en pièce des approches déconstructivistes des *Sciences Studies*. Enfin, faisant état des différentes critiques faites à son livre, il reconnaît que l'histoire des États, producteurs de sources utiles à son gouvernement, et l'histoire de la méthodologie, des formes enrôlées et de la philosophie de la réalité qu'elles portent, n'étaient pas bien articulées en 1993.

Les régimes politiques de la Statistique

La solution pointerait avec un texte qui joue, me semble-t-il un rôle clé de point de passage, d'articulation des deux approches épistémologiques et politiques. C'est le fameux texte sur *l'État, le marché, et les statistiques* dont la première version écrite en 1997, paraît en 2000 dans le *Courrier des statistiques*, en 2001 dans le *Cambridge History of Science* (Porter et Ross eds., vol.7), en 2003 dans *Historicités de l'action publique* (Laborier et Tron eds), et est reproduite dans le chapitre 3 de *l'Argument statistique* tome 1, 2008. Ce papier propose de distinguer cinq formes idéal-typiques de l'État, du point de vue de son rôle dans l'économie : *l'État ingénieur, l'État libéral, l'État providence, l'État Keynésien et l'État néolibéral*.

A chacune de ces cinq configurations, que l'on peut identifier à des régimes d'expertise combinant d'une certaine façon connaissance et contrôle de la société, Alain Desrosières associe un jeu d'outils et de méthodes statistiques qui sont privilégiés pour accompagner l'exercice du pouvoir et la mise en place des politiques publiques. C'est ainsi que les technologies du recensement, et plus généralement les statistiques de population et de production s'ajustent aux besoins de l'État ingénieur, les statistiques de prix, avec la théorie microéconomique standard accompagnent l'État libéral, les statistiques du travail, les enquêtes de budget, les techniques assurancielles probabilistes profitent à l'État providence, alors que la comptabilité nationale, les enquêtes de consommation et sur l'emploi et les techniques économétriques répondent au besoin de l'État keynésien. Le tournant néolibéral de Reagan-Thatcher succède à la crise des deux modèles précédents (relativement imbriqués), et met fin aux techniques de prévision et planification appuyées sur la connaissance macroéconomique, au profit d'une généralisation des techniques du *benchmarking* qui repose sur l'hypothèse des anticipations rationnelles, une mise en concurrence des agents et une évaluation a posteriori de leurs performances par des jeux d'indicateurs non liés par des relations : la LOLF au niveau national, la « méthode ouverte de coordination » et l'ouverture de marchés nouveaux (« droits à polluer ») au niveau européen en sont les exemples les plus frappants. Ici encore Alain s'appuie sur des travaux de nombreux chercheurs qu'il serait trop long de citer.

Ce texte constitue une avancée certaine dans le souci de mieux articuler la double nature de la statistique comme instrument de preuve et la statistique comme instrument de gouvernement à l'intérieur d'un cadre historique où se succèdent des ruptures et des continuités. La difficulté principale reste cependant l'assimilation de ces formes abstraites, idéales-typiques, à des régimes historiques bien situés, ce qui est à la fois nécessaire, car les types ne font que généraliser des cas historiques, et impossible, car des régimes historiques de même type (colbertisme et gaullisme, planification keynésienne et soviétique) ont chacun leur spécificité et ne sont pas assimilables.

Une sociologie de la quantification

Arrivons aux travaux d'Alain Desrosières dans les années 2000, marqués par une tentative de synthèse de ses thématiques, sous la forme d'une sociologie de la quantification. Alain a intégré en 1992 le comité de rédaction de *Genèses* qui lui permettra d'élargir l'audience de ses approches et de ses thèses, tout autant via ses propres publications que grâce à celle des jeunes chercheurs qui s'inscrivent dans son sillage et dont il suit les travaux avec gourmandise. A la fin des années 1990 il a inauguré le premier cours de l'ENSAE sur l'histoire des statistiques (bientôt rejoint par Michel Armatte), un cadre exceptionnel pour impliquer les futurs cadres de la statistique publique (en particulier ceux qui se destinent au corps des ingénieurs d'État, dans une posture réflexive (historicisée et sociologisée) qui leur donne à voir derrière les objets formels qu'ils manipulent, leur rôle dans la mesure et la construction de l'État.

En mai 2002, il lance les premières journées de sociologie de la quantification qui réunissent une centaine de participants sur un programme d'exposés curieusement regroupés en deux sujets : histoire de la statistique (Porter, Didier, Amossé, Bardet, Mespoulet, Berlivet, Beck, Armatte) et histoire de la comptabilité (Miller, Chiapello, Lemarchand, Godechot, Capron). Ce programme témoigne d'une volonté d'élargir son champ de recherche. Le parallèle entre statistique et comptabilité, est en effet bien tentant, justifié notamment par leur double capacité à décrire et constituer une réalité économique en usant d'un équivalent (comptage d'individus dans un cas, comptage d'unités monétaires dans l'autre cas). La fréquentation des écrits de Miller, la collaboration avec Eve Chiapello en 2006 pour un article commun sur la *positive accounting theory*, marqueront cette tentative, non aboutie aujourd'hui, de constitution d'un domaine plus large pour une sociologie de la quantification.

Au début des années 2000 il rejoint comme chercheur associé le centre A. Koyré et fréquente régulièrement les séminaires de gouvernement de la science et de modélisation du climat. C'est l'occasion pour lui d'intégrer plus efficacement ses travaux sur la Statistique dans une réflexion générale sur les sciences en société au XXe siècle², et d'étendre à la modélisation ses approches de la quantification. En février 2006 il contribue au lancement des premières *Journées d'histoire de la statistique* à l'INSEE, qui connaîtront une seconde édition en mars 2008. La retraite, prise en 2005, ne change guère ses habitudes de travail (il continue à se rendre à son bureau de l'INSEE), ne dissipe pas ses réseaux, et lui fournit un peu de temps supplémentaire pour assouvir son insatiable curiosité.

Les textes qu'il publie en 2007 pour le Centre Cournot témoignent d'une dernière avancée significative de sa pensée. Ils sont centrés sur sa nouvelle devise : *quantifier, c'est convenir + mesurer*. Ce *leitmotiv* permet d'articuler sérieusement maintenant les deux visions réalistes et constructivistes de la statistique en réduisant leur écart : le réel ne peut être nié par un constructivisme absolu dans lequel la mesure crée totalement l'objet (*What is not socially constructed ?* avait demandé Hacking) et inversement, le rôle de la quantification dans le gouvernement des hommes et des choses ne peut être nié par un réalisme absolu dans lequel les choses auraient une existence préalable indépendante de leur mesure. Bachelard, Bourdieu affirmaient déjà que le réel est construit. L'idée que la quantification repose sur des conventions négociées, et rencontrant un certain accord, concernant la chose que l'on veut mesurer, comme par exemple « les qualités des quantités », éloigne le spectre du réalisme et symétriquement celui du relativisme, elle introduit subrepticement le social au cœur même de la logique des ordres et des classes et de la métrologie, et elle met en échec l'impression que ces conventions sont arbitraires. Cette approche de la quantification peut d'ailleurs être quasiment dupliquée comme je l'avais proposé à Alain dans une approche très similaire de la modélisation.

2. Cf D. Pestre, Science, argent, et politique, INRA, 2001 et A. Dahan dir, les modèles du futur, La Découverte 2007

La publication en 2008 d'un recueil d'articles publié aux Presses des Mines lui permet de faire la synthèse provisoire de cette sociologie de la quantification. Les titres des deux volumes, « Pour une sociologie historique de la quantification » et « Gouverner par les nombres » reprennent bien les deux approches qu'il a cherché toute sa vie à conjuguer : la statistique comme outil de preuve et comme outil de gouvernement. L'introduction du premier volume développe ce thème sur la base de l'équation « quantifier c'est convenir puis mesurer », et l'introduction du second volume intitulée « les mots et les nombres. Pour une sociologie de l'argument statistique » le fait sur la base du tableau de « l'État, le marché et les statistiques ». Ces deux entrées, par une métrologie socialisée grâce à la notion de convention, et par une politique équipée d'instruments statistiques, précisent ce que recouvre cette sociologie de la quantification : une double construction, simultanément sociale et cognitive, du chiffre qui préside simultanément à l'imposition de la preuve et l'imposition du pouvoir de gouverner. Dans un dernier texte de 2011 qui pourrait apparaître comme une synthèse de sa pensée, Alain Desrosières a repris et complété ses analyses du régime néolibéral en mobilisant et articulant de manière très pertinente ses thèses. Il introduit une nouvelle idée, celle d'une rétroaction des indicateurs sur les comportements des agents, en tant qu'acteurs subissant la quantification, une idée qui complète l'idée de performativité mobilisée par Michel Callon pour rendre compte des modifications du réel opérées par la théorie scientifique.

Conclusion

L'hommage émouvant de ses collègues de l'INSEE à l'occasion de sa retraite, celui qui lui sera rendu par les historiens à la journée d'étude organisée en mai 2006 à Berlin par le *Centre Marc Bloch* et le *Max Planck Institute for the History of Sciences*, mais aussi la réunion de ses amis les plus proches à Vertrieux pour son 70^e anniversaire en 2010, rendent compte plus objectivement que mes seuls souvenirs de l'aura de respect et de sympathie qui entourait Alain Desrosières, bien au-delà des cercles restreints de la famille et des collègues. De ces hommages on retiendra non seulement une œuvre qui a marqué des esprits, constitué une référence et sollicité des vocations, mais aussi des portraits convergents de l'homme et de ses qualités et de ses aptitudes. Alain était un excellent lecteur des travaux des autres, ayant toujours des visions précises et percutantes de leurs points forts et de leurs points faibles. Il était ce que plusieurs ont nommé un *mailleur*, apte à mettre en rapport des univers intellectuels étrangers. Recevant en 2011 de la part de ses collègues de Montréal un grade de docteur honoris causa de l'UQAM, Alain a manifesté encore clairement ce qu'il devait aux autres, et ce que lui-même pensait avoir apporté par son œuvre. En ce qui me concerne le verdict est clair : je lui dois énormément, par son amitié et nos échanges intellectuels qui allaient toujours de pair. Et j'espère avoir, par ce texte, facilité l'accès d'un maximum de personnes à sa réflexion.



Révolutions en statistique



Theodore M. PORTER

Professeur d'histoire, Université de Californie Los Angeles (UCLA)

Bien qu'Alain Desrosières ait été formé en statistique dans les institutions françaises de statistique publique, et particulièrement grâce à l'enseignement de Pierre Bourdieu à l'ENSAE, il accordait aussi une importance particulière à un groupe de recherche qui s'est réuni à Bielefeld, en Allemagne, en 1982 et 1983. Le travail de ce groupe, qui échangeait exclusivement en anglais, portait sur « La révolution probabiliste », et a produit un ouvrage en deux volumes rassemblant des articles, ainsi qu'un travail synthétique collectif intitulé *The Empire of Chance* (« L'empire du hasard » non encore traduit en Français). L'organisateur du projet, Lorenz Krüger, était un philosophe. Il avait traduit des essais de Thomas Kuhn en allemand, et il admirait le travail de Ian Hacking sur les probabilités, en particulier un livre sur les XVIIe et XVIIIe siècles intitulé *L'émergence des probabilités*. L'idée de Lorenz Krüger était que la montée progressive des conceptions probabilistes de la nature et de la société entre 1800 environ et 1930 constituait une révolution intellectuelle, par laquelle le hasard s'était insinué dans des champs scientifiques de plus en plus nombreux, transformant une conception déterministe du monde en une conception probabiliste.

Au cours du travail, quelques-uns des outils de mesure et de quantification les plus banals se trouvèrent acquérir une éminence qui avait été complètement absente dans la formulation initiale du projet. Les chercheurs durent prendre en compte les spécificités de diverses disciplines, et, avec ces spécificités, la « disciplinarisation » de l'usage public et administratif des nombres. Dans le deuxième chapitre de son livre *Pour une sociologie historique de la quantification*, intitulé « L'histoire de la statistique comme genre », Alain Desrosières explique comment, bien que l'accent ait été mis sur la théorie dans la préparation du projet Bielefeld, le déroulement de ce projet a été complètement différent. De ces volumes, il a forgé l'idée d'une histoire sociologique qui montrerait comment les outils et les conceptions de la statistique se sont développés dans toute une gamme de sujets et de disciplines, impliquant des problèmes pratiques aussi bien que scientifiques.

Cependant, Alain Desrosières élaborait une approche de l'histoire et de la sociologie de la statistique, et aussi une sociologie philosophique de la statistique, qui fut son œuvre personnelle et originale. Il « resta à l'Insee », littéralement aussi bien qu'intellectuellement, et ce fait résume

de nombreux aspects de sa trajectoire intellectuelle. Finalement, il n'était pas très soucieux des sciences de la nature ; ce qui l'intéressait, c'était le champ social, et particulièrement les outils et les méthodes qui ont joué un si grand rôle dans le gouvernement des sociétés. Certains de ces outils étaient hautement concrets et terre-à-terre. Il s'est beaucoup intéressé aux classifications, pas seulement aux catégories présentes dans les dénombrements des recensements, mais à la dynamique qui les a créées et maintenues. « Comment faire des choses qui se tiennent » fut le titre d'un de ses premiers et de ses plus importants articles. Son petit livre avec Laurent Thévenot sur *Les catégories socio-professionnelles* mettait en lumière un mélange de facteurs, incluant la division du travail, les formes de socialisation et d'éducation, et les outils de recensement, qui ont permis à des identités professionnelles de prendre corps de façons subtilement différentes en France, en Allemagne, et dans les pays Anglophones.

Dans son livre le plus important, *La politique des grands nombres*, la partie peut-être la plus originale était le matériau sur l'histoire de l'échantillonnage, dont il résumait la définition par : « prendre la partie pour le tout ». En fin de compte, il soutenait le point de vue de la science statistique du XXe siècle, selon lequel ce sont les méthodes probabilistes qui ont donné la solution du problème de l'échantillonnage. Cependant, il identifiait les origines de l'échantillonnage dans une approche des sciences sociales qui apparaît comme anti-statistique. Il s'agit de la méthode des monographies de Frédéric Le Play, grâce à laquelle cet auteur espérait soutenir, ou recréer, dans l'Europe postrévolutionnaire (et spécialement en France) les traditions évanescences du paternalisme seigneurial et patronal. En plus de l'émergence des techniques statistiques permettant de mesurer ou de quantifier à partir d'un échantillon, Alain Desrosières s'intéressait sérieusement aux nouvelles formes de société et de gouvernance qui se développaient en même temps.

Ces relations entre statistique et gouvernance forment, à mon avis, le sujet le plus important traité par Alain. Après *La politique des grands nombres*, il étendit sa recherche à bien d'autres sujets, fournissant de l'inspiration à beaucoup de personnes qui furent de fait ses élèves, même s'ils ne le furent pas toujours de droit. Son objet, aussi bien que ses méthodes, au début focalisé sur la sociologie historique de la statistique, s'agrandit pour inclure presque la totalité du champ de la quantification économique ou sociale. Ceci inclut l'histoire de l'économétrie, sur laquelle il était tout-à-fait expert, mais aussi ces outils humbles et éminemment pratiques que les agences d'État et les administrations utilisent pour enregistrer et pour compter. Il devint expert sur les outils de comptabilité nationale, et en même temps de comptabilité d'entreprise. Un groupe comptable à la « London School of Economics », dirigé par Anthony Hopwood et la revue « Accounting, Organizations and Society » lui offrit de nouveaux problèmes et de nouveaux outils à étudier, dans lesquels il s'investit avec passion. Pourtant, les données comptables ne sont pas souvent distinguées de données statistiques. Et c'est particulièrement le cas pour les chiffres publics ou les statistiques officielles.

L'intersection de la comptabilité et des statistiques en tant que types d'information lui fournit une base pour ce que je considère comme une de ses formulations les plus intéressantes. Elle concerne la relation entre la statistique et les diverses formes d'économie politique. Sans supposer une correspondance fonctionnelle parfaite, il a montré comment des schémas économiques tels que l'ingénierie économique, le libéralisme de marché, l'état providence et le keynésianisme avaient chacun ses exigences vis-à-vis de la statistique et ses propres modes de calcul. Par rapport à ces divers types de gouvernance, la statistique, selon lui, est à la fois une réponse et un outil qui aide à les rendre possibles. Au moment où il s'est attaqué à ce sujet, il était particulièrement soucieux d'un type de politique économique que l'on commençait à discerner dans les années 1980, que Michel Foucault et d'autres commençaient à appeler néolibéralisme. Bien qu'il fût passionnément intéressé par la politique et profondément Français, comme j'ai pu m'en rendre compte en observant sa détermination à récupérer des journaux français lorsqu'il était à l'étranger, il ne prenait pas de positions fortement partisans. Certainement, il était

préoccupé par les conséquences du gouvernement au moyen d'indicateurs et de *benchmarking*, ou par l'intervention de pseudo-marchés ou de marchés artificiels dans la poursuite d'objectifs publics. Il croyait par-dessus tout à la valeur d'une information publique, et à l'importance que l'Insee maintienne une indépendance nécessaire pour fournir les statistiques dont le public avait besoin.

Alain Desrosières réunissait d'une manière exemplaire un fort sens de sa nationalité, d'être et de parler Français, avec une ouverture cosmopolite aux idées et aux outils intéressants où qu'il les trouve. Il utilisait sa profonde connaissance de la France comme une base pour étudier les statistiques ou l'économie des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, de la Norvège et des Pays-Bas. Et ces études à leur tour lui ouvraient de nouvelles manières de comprendre l'expérience française. Tout en participant à des démarches académiques internationales comme l'histoire conceptuelle des probabilités et la sociologie de la comptabilité, il était capable de faire avancer un programme de recherche qui continuait à être ancré dans l'économie politique de la France et dans le travail de l'Insee. Il regrettait la marginalisation croissante du français comme langue de science et d'éducation, et cependant il était capable d'en maintenir l'indispensable vitalité du point de vue de la sociologie historique de la quantification, en s'engageant intensément sur le plan des idées et sur le plan de l'éducation, avec ses amis et ses collègues, dans son pays et à l'étranger.



Le rôle d'Alain Desrosières auprès des statisticiens de l'Insee au travers de l'exemple des enquêtes relatives aux sans-abri¹



Cécile BROUSSE
Administrateur de l'Insee

« Les demandes portant sur la comparabilité des résultats statistiques nationaux sont un puissant encouragement à confronter, et éventuellement remettre en cause, des outils qui, dans leurs stricts contextes nationaux, peuvent avoir été encapsulés depuis longtemps dans des "boîtes noires".² »

Je tenais d'abord à remercier la Société Française de Statistique de me donner l'occasion de rendre hommage à Alain Desrosières. Vous avez probablement retenu mon témoignage parce qu'il illustre assez bien le rôle qu'a pu jouer Alain Desrosières auprès des statisticiens de l'Insee au moins dans la période la plus récente. Vous auriez pu retenir bien d'autres témoignages, tant sont nombreux mes collègues de la statistique publique, jeunes ou moins jeunes, qui ont eu la chance de le connaître. Vous le savez sans doute : Alain Desrosières a passé toute sa carrière à la direction générale de l'Insee où il a occupé des fonctions importantes comme celle de responsable de la nomenclature des PCS à la division Emploi, de chef de la division Etudes sociales et à ce titre de rédacteur en chef de *Données sociales* puis de rédacteur en chef d'*Economie et statistique*, deux publications centrales dans la production de l'institut de statistique. Quand il était en poste au département de la Recherche, il a rédigé *La politique des grands nombres*. Il a aussi été responsable de la division *Méthodes comparées*. La particularité d'Alain Desrosières, par rapport à d'autres sociologues ou historiens de la statistique, est d'avoir vécu et observé, de l'intérieur, la pratique des statisticiens. Ainsi j'ai toujours eu le sentiment qu'il se nourrissait des échanges avec ses collègues, en même temps qu'il les aidait à prendre de la distance par rapport à leur activité. Sa méthode de travail relevait donc pour partie de l'observation participante mais s'appuyait aussi sur une grande familiarité avec les archives que la bibliothèque de l'Insee mettait à sa disposition.

Dans quelles circonstances, me suis-je rapprochée d'Alain Desrosières ? En fait, comme de nombreux apprentis sociologues, je connaissais Alain Desrosières avant de l'avoir rencontré. Recommandée par nos professeurs de sciences sociales, en classe préparatoire, la lecture de son ouvrage sur les PCS, co-écrit avec Laurent Thévenot, a contribué à éveiller chez moi une vocation pour le travail de statisticienne. Je me disais dans mon for intérieur : "ils ont l'air de faire des choses intéressantes à l'Insee...". Ensuite, j'ai eu la chance de suivre le cours d'histoire de la statistique qu'il donnait à l'Ensaë, en tandem avec Michel Armatte, aux étudiants de troisième année. Si ma mémoire est bonne, ce cours figurait également au programme du DEA d'économie des institutions que les élèves pouvaient suivre en parallèle de leur cursus à l'Ensaë, avec comme autres enseignants : Michel Aglietta, Robert Boyer, André Orléan, Olivier Favereau ... Cet enseignement d'histoire des statistiques nous montrait comment prendre de

1. Ce texte reprend en partie un article déjà paru : « Définir et compter les sans-abri en Europe : enjeux et controverses », *Genèses*, n°58, 2005, p. 48-71.

2. Alain Desrosières, *Courrier des statistiques*, 105-106 juin 2003. Toutes les citations mises en exergue sont des citations d'Alain Desrosières dans le *Courrier des Statistiques*.

la distance vis-à-vis des outils statistiques en les considérant non pas comme des applications naturelles de la théorie mathématique, ce qui était la vision largement dominante à l'Ensaë, mais comme des objets dotés d'une histoire, cette histoire étant elle-même en étroite relation avec l'évolution des modes de gouvernement. Cette conception a même fini par me rendre sympathiques ces instruments statistiques que j'avais tant de mal à assimiler.

Mes échanges avec lui se sont intensifiés quand j'ai commencé à m'occuper de la première enquête nationale auprès des sans-abri en 1999 et se sont poursuivis lorsque j'ai participé aux réflexions sur la construction d'une nomenclature socio-professionnelle européenne entre 2006 et 2011. Dans cet exposé, je vais présenter les travaux que j'ai menés autour des sans-abri, en montrant tout l'intérêt d'une position réflexive comme celle qu'Alain Desrosières nous invitait à adopter, laissant de côté la question des nomenclatures de professions qui mériterait une communication à elle seule.

A cette occasion, la démarche réflexive qu'il nous avait enseignée m'a été d'une grande utilité. En effet, j'ai accepté de prendre la responsabilité de cette enquête alors que le principe même des recherches sur les pauvres m'insupportait au plus haut point. Très en vogue à la fin des années 90, la thématique de l'exclusion sociale me sortait par les yeux. C'est un peu comme si on m'avait demandé de servir la soupe à l'Armée du Salut. Bref, vous l'aurez compris, plutôt que d'ausculter les sans-abri, j'aurais préféré que l'Insee enquête auprès des très riches. Enquêter les SDF le soir dans des distributions de repas, cela impliquait de leurs soutirer des réponses à un questionnaire, puis de les abandonner à leur condition, sans leur proposer aucune solution. Je ressentais profondément et personnellement cette situation quasi intenable pour les enquêteurs. Alain Desrosières m'a aidée à supporter cette difficulté, en essayant d'en faire en soi un objet de réflexion. Il me disait souvent : « C'est tout simple, il suffit que Cécile 2 regarde travailler Cécile 1 » ! Cette posture a été salutaire en particulier lors de la diffusion des premiers résultats de cette enquête, une étape qui m'a paru particulièrement difficile, tant le résultat du décompte des sans-abri était attendu par les médias et par le milieu associatif, dont il pouvait constituer une mesure de l'activité. Ainsi, alors que le chiffre de 600 000 SDF circulait au début des années 2000, nous en comptions à peine 70 000, une nuit donnée. Mais c'est dans la deuxième phase de mon travail que j'ai pu véritablement mettre en pratique les conseils d'Alain Desrosières et prendre de la distance vis-à-vis de la méthode d'enquête développée par l'Insee.

Une étude menée avec les conseils d'Alain Desrosières

Le travail que j'ai choisi de vous présenter aujourd'hui doit beaucoup à Alain Desrosières. Le point de départ en est un rapport que j'avais remis à Eurostat comprenant des recommandations pour mieux compter les sans-abri en Europe. Alain Desrosières m'avait convaincue de faire de ce rapport un article pour la revue *Genèses*³, une revue d'histoire et de sciences sociales, qui accorde une attention particulière aux savoir-faire des sociologues, des historiens et des statisticiens, au comité de rédaction de laquelle il a appartenu pendant 8 ans. Il était alors chargé de concevoir, avec Sandrine Kott, un numéro spécial de cette revue sur la quantification.⁴ J'ai donc accepté sa proposition. J'ai pu bénéficier de ses conseils de lecture, de longues discussions et de ses relectures. En parsemant mon exposé de courtes citations extraites d'articles d'Alain Desrosières parus dans le *Courrier des statistiques*, cette revue de vulgarisation éditée par l'Insee dont il a été longtemps l'inspirateur, jusqu'à sa suppression en 2011, je vais essayer de présenter ce que j'ai retenu de ses réflexions sur le métier de statisticien et comment j'ai essayé de les mettre en pratique.

3. Voir note 1

4. Précisément ce numéro 58 de 2005

J'ai pris comme objet d'étude la collecte et l'utilisation des données sur les sans-abri dans les pays de l'Union européenne. Ceci englobe aussi bien les définitions, les techniques d'enquête ou de recueil que la diffusion des résultats et des études. Il me semble en effet important de ne pas séparer ces trois moments de la pratique statistique.

Le contexte

Quelques mots sur le contexte dans lequel le travail pour Eurostat a été réalisé. En 2001, à la suite du conseil européen de Laeken, la Commission européenne a demandé au Comité de protection sociale (le CPS) de concevoir un indicateur sur les sans-abri, pour compléter une batterie de 18 indicateurs sur l'inclusion sociale. Ces indicateurs sont conçus pour comparer les pays de l'Union européenne en matière de lutte contre l'exclusion sociale. Je renvoie aux travaux d'Emmanuel Didier et d'Isabelle Bruno sur les palmarès⁵. Au final cette mission a été confiée à Eurostat qui a mis en place une task-force composée de statisticiens de 4 pays de l'UE et du secrétaire de la Fédération Européenne des Associations travaillant avec les Sans-Abri (FEANTSA), situation un peu inhabituelle. La représentante de l'Insee, donc moi-même, a été chargée de piloter cette étude de faisabilité. Cette division des tâches entre la Commission et les statisticiens correspondait bien à la description qu'en avait faite Alain Desrosières :

« La statistique officielle est le plus souvent organisée de façon telle que sont séparées, d'une part l'expression et la formulation plus ou moins explicite des "besoins d'indicateurs", et d'autre part, "leurs mesures" effectives, dévolues à Eurostat ou aux Instituts nationaux de statistique.⁶ »

L'Insee avait répondu à l'appel d'offre d'Eurostat pour réaliser ce travail, parce qu'il venait tout juste de terminer son enquête auprès des sans-domicile (une première en Europe) et pensait un peu naïvement la proposer comme modèle aux autres pays. Pour mémoire, il s'agissait d'une enquête par sondage auprès de 4000 usagers des services d'hébergement et de distribution de repas, s'appuyant sur la méthode du partage des poids.

Sans surprise, on m'a demandé, lors de la première réunion de la task-force, de présenter l'enquête de l'Insee puis d'exposer la méthode de travail que je comptais mettre en œuvre pour répondre à la demande de la Commission. J'ai proposé de commencer par répertorier les définitions de la catégorie de sans-abri et d'établir, un bilan des modes de collecte mis en œuvre dans les divers pays de l'Union européenne, ceci au moyen de trois petites enquêtes par questionnaire. Faisant mien un des mots d'ordre d'Alain Desrosières : il est important de « comparer avant d'harmoniser ».

Pourtant cette méthode ne devait pas faire l'unanimité. La FEANTSA, qui représentait, je le rappelle, le secteur associatif en Europe, s'est opposée frontalement à mon travail d'investigation. Ainsi, cette organisation a demandé aux associations caritatives nationales de ne pas répondre aux questionnaires que je leur avais envoyés et elle a suscité le 10 février 2003 un article dans Time disant ceci :

« La plupart des pays européens ne savent tout simplement pas où regarder ni comment compter les sans-abri. Les données des gouvernements sont confuses. L'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont tout au plus ce que l'on pourrait appeler des estimations, considérées avec scepticisme par les organisations non-gouvernementales qui travaillent avec les sans-abri ».

Voilà notre différend étalé dans la presse, Time étant l'un des principaux magazines d'information

5. Isabelle Bruno, Emmanuel Didier « Benchmarking, l'Etat sous pression statistique » - Editions La Découverte 2013

6. Courrier des statistiques n°104 - décembre 2002

hebdomadaires américains...

Pour des raisons que j'ignore la FEANTSA a finalement accepté que j'interroge les représentants nationaux des ONG. Il se peut que la Commission, qui subventionne largement cette ONG, soit intervenue... Quoiqu'il en soit, cette controverse a eu le mérite d'obliger les producteurs de données, et donc notamment l'Insee, à clarifier leurs procédures. Pour Alain Desrosières à qui je confiais mes difficultés, les controverses sont des moments particulièrement intéressants pour qui veut comprendre comment se construisent les statistiques. En effet, lors d'une controverse chacun avance des arguments pour défendre sa pratique, ce qui contribue à ouvrir « les boîtes noires ». Comme le soulignait Alain Desrosières, en appliquant à la statistique les principes d'analyse de l'histoire des sciences :

« Les contestations offrent de bonnes occasions pour mieux comprendre l'économie de l'argumentation statistique⁷. »

« Ainsi c'est souvent dans des situations de controverse [...] que le réalisme antérieur est contesté par des arguments qui font ressortir le caractère conventionnel des statistiques.⁸ »

En fait, les tensions sont apparues parce que la FEANTSA avait une position en tout point différente de celle de l'INSEE. En effet, elle préconisait un dispositif de collecte à deux étages : aux gouvernements la responsabilité de dénombrer les sans-domicile sur la base d'une définition bien plus large que celle de l'INSEE (des gens qui dorment dans la rue jusqu'aux femmes battues qui risquent de perdre leur logement) et aux associations de donner des informations fines sur l'évolution des publics dont elles s'occupent (augmentation du nombre de femmes, de mineurs, etc.). Il s'agissait donc d'une opposition de fond. Il se peut aussi que les représentants de la FEANTSA aient eu le sentiment d'être pris pour objet d'étude et d'être dépossédés du pouvoir de définir le cœur de leur activité 'les sans-abri', puisque je proposais aux associations locales et nationales de répondre individuellement à l'enquête sur la définition des sans-abri, sans passer par leur intermédiaire.

Les définitions

Avant de décrire les modes de collecte, il a fallu se mettre d'accord au sein de la task-force sur une définition commune de la catégorie de sans-abri.

« Pour mesurer un objet, il faut l'avoir qualifié.⁹ »

Comme le rappelait Alain Desrosières, cette étape de la construction des données statistiques est cruciale. Assez vite j'ai considéré que je ne devais pas intervenir dans la discussion. J'ai suivi en cela une pratique assez courante chez les praticiens de la statistique « officielle » qui est d'appliquer des définitions qui leurs sont données de l'extérieur. Le plus drôle dans cette histoire est que la définition finalement retenue est la définition juridique des « homeless » au Royaume-Uni (on y retrouve des situations typiquement britanniques comme le fait de dormir dans un bed-and-breakfast ou dans un squat autorisé). Il faut dire que le statisticien d'Eurostat qui a proposé cette définition était de nationalité britannique... Mais dans mon for intérieur, je n'étais pas mécontente que l'on retienne une définition plus large que celle adoptée par l'Insee.

Pour autant, j'ai tenu à vérifier au moyen d'une petite enquête par questionnaire si cette définition élaborée par Eurostat recueillait un consensus suffisamment large. J'ai donc proposé un questionnaire à 150 personnes : des étudiants en interprétariat de plusieurs pays

7. Courrier des statistiques n°104 – décembre 2002

8. Courrier des statistiques n° 105-106 juin 2003

9. Courrier des statistiques n° 57 mars 1991

européens, censés représenter le grand public, des responsables d'associations de terrain, des responsables de grandes associations affiliées à la FEANTSA, des chercheurs, travaillant pour l'observatoire de la FEANTSA, des chercheurs indépendants, des statisticiens responsables de l'enquête SILC et des responsables d'administrations chargées des sans-abri. Au moyen d'un questionnaire traduit dans plusieurs langues, je demandais à chacun quelles situations dans une liste qui en comptait une trentaine renvoyaient au fait d'être sans-abri (dormir dans un centre d'hébergement pour femmes battues, être hébergé chez ses parents faute d'avoir un logement à soi, dormir dans une caravane, être en instance d'expulsion ...). Les résultats sont assez intéressants. Les étudiants et les statisticiens ont une conception limitée des sans-abri (les personnes qui dorment dans la rue ou dans les centres d'hébergement). Les petites associations et les administrations chargées des sans-abri élaborent des définitions qui se ressemblent beaucoup et qui sont un peu plus larges que les définitions données par les étudiants et le grand public (incluant par exemple les personnes qui habitent à l'hôtel). Ce n'est pas surprenant qu'elles mettent en œuvre des définitions similaires car elles travaillent ensemble sur le terrain. Elles ne considèrent pas comme sans-domicile des personnes qui relèvent d'autres administrations, par exemple les sans-papier sans logement. Enfin dernier point, les chercheurs et les associations de la FEANTSA revendiquent ce que l'on peut appeler des « définitions plaidoyers » c'est-à-dire des définitions très larges comme je l'avais déjà signalé. Certains diront qu'ils veulent se donner de l'importance, ou que plus leur champ d'action est vaste, plus ils ont de chance de recevoir des subventions élevées. En fait chaque groupe, selon sa position dans le champ de l'aide aux sans-abri promeut une définition particulière.

Les dispositifs de collecte

J'ai ensuite interrogé les producteurs de données et analysé les documents de collecte qu'ils m'ont transmis. Je me suis intéressée aussi bien aux opérations statistiques réalisées par les instituts nationaux, que celles effectuées par les communes ou les ONG. Pour chaque dispositif de collecte, je me suis posée quatre questions :

- Quelles sont les unités observées : les ménages ou les individus sans-domicile ?
- Est-ce qu'on mesure un « flux » ou un « stock » ?
- Est-ce qu'on procède par dénombrement exhaustif ou par sondage ?
- Est-ce qu'on interroge les sans-domicile ou les personnes qui s'en occupent ?

Bien entendu, les réponses à ces questions sont liées. Par exemple les instituts de statistique ne peuvent pas être responsables d'un décompte de flux (c'est-à-dire de toutes les personnes qui ont été au moins une fois sans-domicile dans l'année), car les sans-domicile sont difficiles à suivre statistiquement sur une longue période.

En classant les modes de collecte selon ces 4 critères je me suis aperçue que la diversité des pratiques statistiques était liée à la variété des politiques publiques en direction des sans-abri et au mode d'action des ONG.

1) Ménages ou individus ?

En règle générale, si dans un dispositif de collecte l'unité observée est le ménage, il est fort probable que la politique sous-jacente vise le logement : soit la prévention des expulsions, comme en Rhénanie, soit le relogement prioritaire des sans-abri comme au Royaume-Uni, soit le financement de nouveaux logements sociaux comme en Finlande.

En revanche, lorsque l'unité observée est l'individu, on a de grandes chances d'être en présence d'un dispositif d'aide de type caritatif. La problématique du logement n'est pas première, ce qui compte en revanche c'est d'apporter une aide immédiate aux personnes. Le nombre de personnes secourues est alors un meilleur indicateur de l'activité des associations que le nombre de ménages (qui peuvent être de taille variable).

2) Approche transversale ou longitudinale ?

Les approches en termes de stock (le nombre de sans-domicile à un moment donné) sont le fait des instituts de statistique. Pour avoir une idée de l'ampleur du problème des sans-abri, il leur faut pouvoir les comparer à la population en logement qui, elle, est appréhendée de manière transversale. L'outil de référence est la nomenclature des situations de logement. Le fait d'être sans-domicile est une situation parmi d'autres (être propriétaire, locataire, etc.). Evidemment, cette approche passe difficilement dans le grand public, qui voit dans la personne sans-abri quelqu'un qui change sans arrêt de lieu de résidence (d'ailleurs on parle de 'sans-domicile-fixe' dans le langage courant, en français et dans de nombreuses autres langues, mais de 'sans-domicile' dans les travaux statistiques, où la mobilité est éludée alors que, pour beaucoup, elle est constitutive de la condition même de sans-abri).

Les approches en termes de flux sont typiques des associations caritatives. En effet, ce qui importe pour elles, notamment pour mesurer leur activité, ce n'est pas le nombre de personnes sans-domicile au 31 décembre car elles sont sur le pont toute l'année. Ce qui compte bien davantage c'est le nombre de prestations qu'elles ont servies tout au long de l'année (nombre de nuitées, de repas, etc.), qui est une donnée comptable, utile pour justifier des subventions (960 millions de repas servis par les Restos du cœur l'année dernière). De cette comptabilité de leur activité, les ONG prétendent souvent déduire le nombre de personnes secourues pendant l'année, non seulement par elles mais par les autres associations ce qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes de double-compte (que les ONG néerlandaises veulent résoudre par l'attribution d'un numéro d'identification aux sans-abri...).

3) Est-ce qu'on procède par dénombrement ou par sondage ?

Assez classiquement, les dénombrements (ou les enregistrements) exhaustifs vont de pair avec les responsabilités locales. Grâce aux dénombrements, les politiques peuvent être évaluées au niveau de chaque commune, pour prendre le cas du dénombrement finlandais, ou de chaque comté pour le Royaume-Uni ... En revanche, les approches par sondage renvoient plutôt à la responsabilité du gouvernement.

4) Est-ce qu'on interroge les sans-domicile ou les personnes qui s'en occupent ?

Là encore on observe des différences de point de vue. Les associations considèrent que c'est à elles d'interroger les sans-domicile. Elles les connaîtraient mieux que les instituts de statistiques. Par contre, pour les instituts de statistiques, les travailleurs sociaux ne peuvent pas se substituer aux enquêteurs professionnels. Le métier d'enquêteur ne s'improvise pas. Il réclame des compétences particulières. Si les associations caritatives veulent interroger elles-mêmes les sans-domicile, elles ne souhaitent pas répondre aux questions des instituts de statistiques qui seraient ainsi en position de contrôler leur activité.

« Cette question de l'extériorité ne se pose pas seulement, malgré les apparences, dans le cas des sources administratives. Les enquêtes sont, elles aussi (bien que moins directement), tributaires des structures sociales, mentales, linguistiques, institutionnelles, juridiques d'une société historique donnée.¹⁰ »

Je pense avoir bien illustré ce propos d'Alain Desrosières, selon lequel :

« Pour bien comprendre les sources administratives, il faut entrer dans les logiques des institutions concernées.¹¹ »

propos qui vaut aussi, dans une certaine mesure, pour les enquêtes par questionnaire.

10. Courrier des statistiques n°111 septembre 2004

11. Courrier des statistiques n°111 septembre 2004

Les usages

Je me suis ensuite intéressée à la façon dont les données statistiques sur les sans-abri étaient présentées. Cette tâche n'a pas été aisée puisqu'il m'a fallu sélectionner des supports comparables. Concrètement, j'ai retenu la première diffusion des résultats, par les producteurs ou les financeurs de l'opération statistique, dans une publication généraliste, destinée au grand public.

« Une enquête statistique est inséparable de ses usages. Ce point est souvent oublié, caché par la division du travail entre producteurs et utilisateurs des données.¹² »

Si nous tenons compte de ce point, il nous faut distinguer quatre types de documents statistiques consacrés aux sans-abri : les tableaux d'ensemble sur la société édités pour le compte de la statistique publique, les comptes du logement publiés par des ministères du Logement, les rapports sur la pauvreté et l'exclusion publiés par des ministères des Affaires sociales et enfin les rapports sur l'activité des services d'aide aux sans-domicile, diffusés par des municipalités ou des ONG. Ces modes de présentation reflètent des façons particulières d'aborder la problématique des sans-abri.

Le premier type de document s'apparente à ce que l'on pourrait appeler un tableau sur l'état général de la société. Les publications statistiques suédoises et danoises relèvent de cette approche généraliste. Ainsi, en Suède, les données relatives aux sans-abri ne sont pas spécifiquement rattachées à la problématique du logement ou de la pauvreté mais elles s'inscrivent dans une description complète de la société, composée de grands chapitres sur le marché du travail, le niveau de vie, la vulnérabilité sociale, la ségrégation sociale. La privation de logement y est considérée comme un cas particulier de vulnérabilité sociale, au même titre que l'alcoolisme, la criminalité ou la prostitution.

La deuxième catégorie de documents met en rapport l'offre et la demande de logements sous la forme d'un compte de flux et de stocks ventilés par comtés pour le Royaume-Uni et l'Irlande ou par communes pour la Finlande. Dans les pays qui recourent à ce mode de présentation, les ménages sans-domicile sont considérés comme des personnes en attente d'être logées. Les données statistiques sont publiées à intervalles réguliers sous forme de tableaux comptables, les définitions de la population sans-domicile sont larges et reposent sur un cadre juridique précis. Le nombre de sans-domicile ainsi mesuré sert d'indicateur sur le marché du logement et peut être mobilisé à côté d'autres paramètres, pour orienter les politiques municipales en matière de construction ou d'aides au logement.

Le troisième mode de présentation des données est le rapport sur la pauvreté et l'exclusion sociale (France, Italie, Belgique). Ces documents abordent des sujets comme les inégalités de revenus, les minima sociaux, les groupes de population particulièrement touchés : en Italie les enfants, en France les étrangers et dans les trois pays les sans-domicile. Dans ces publications, le thème du logement peut être abordé mais la question des sans-domicile est alors traitée séparément : partie sur les indicateurs de la pauvreté (Bruxelles-Capitale) ou chapitre sur « les visages » de la pauvreté (France).

À côté de ces publications, il existe un quatrième type de documents visant plus particulièrement la population sans-abri et les services qui lui sont proposés, dans une ville, une région, ou un pays. La forme en est le compte rendu d'activités. Ces documents sont centrés sur les actions entreprises par les services d'aide et laissent une large place à l'expression des responsables de services, voire à celle des sans-abri. Ces comptes rendus, qui s'apparentent, par certains

12. Courrier des statistiques, n°95-96, décembre 2000

côtés, à des études de clientèle, s'organisent selon le plan suivant : description des services, caractéristiques de la clientèle et, éventuellement, opinion de la clientèle sur les services offerts, opinion des prestataires de services sur la question des sans-abri et sur la façon d'y remédier. Ces rapports dressent un bilan de la situation et montrent le rôle joué par les acteurs, en particulier, ceux qui ont commandé l'étude.

A travers cette production statistique, on peut classer schématiquement les pays en quatre groupes. D'abord, des pays où il n'existe pas de politique publique spécifique ciblant les sans-abri mais un système de protection sociale et une politique d'accès au logement généraliste (Suède, Danemark). Les données sur les sans-abri sont alors intégrées à des tableaux statistiques d'ensemble sur la société et ses évolutions.

À l'opposé, un deuxième groupe de pays comprenant la Grèce, le Portugal ainsi que les nouveaux pays de l'Est n'a pas non plus de politique publique spécifique mais, dans la mesure où ces pays offrent un faible niveau de protection sociale, un rôle important y est dévolu au secteur caritatif. Il n'y a pas de publications statistiques officielles mais quelques rapports d'activité d'associations bénévoles, plus ou moins réguliers.

Dans le troisième groupe de pays, la présence de sans-abri est analysée en termes de pauvreté ou de handicap social plus que de déséquilibres sur le marché du logement. Le secteur public intervient alors de manière spécifique en soutenant financièrement les institutions qui hébergent les sans-abri et/ou en leur donnant un cadre juridique (France, Pays-Bas, Belgique, Italie, Espagne). Les données sur les sans-abri sont incluses selon une périodicité très irrégulière dans des rapports spécifiques sur la pauvreté et l'exclusion sociale.

En revanche, dans le quatrième groupe de pays, le secteur public aide directement les sans-abri à retrouver un logement (Royaume-Uni, Irlande) ou les locataires à se maintenir dans leur logement (Allemagne, Rhénanie du Nord-Westphalie). Les données sur les sans-abri s'intègrent aux comptes sur le logement et sont publiées sur une base annuelle. La production de comptes du logement comme d'ailleurs la publication de tableaux d'ensemble sur la société repose sur un dispositif de collecte régulier, assis sur une nomenclature stable.

Conclusion

Chaque pays a une manière particulière d'intervenir auprès des sans-abri et donc une façon spécifique de les dénombrer. Chacun répond selon une manière qui lui est propre aux trois questions centrales dans tout projet de quantification : quelle population dénombrer et comment la qualifier ? Qui est responsable de l'opération statistique ? Comment collecter les données ? Les définitions et plus encore les modes de collecte restent très hétérogènes car les données statistiques prennent toutes pour base, peu ou prou, les dispositifs d'aide aux sans-domicile ce qui les rend a priori peu comparables. On voit à quel point il est difficile pour la Commission européenne et son office statistique de concevoir un indicateur harmonisé sur les sans-abri ; en l'absence de politique commune envers les sans-abri au niveau européen, la définition d'une catégorie statistique s'avère difficile. Il semblerait d'ailleurs que le projet d'élaborer un indicateur des sans-abri ait été suspendu. Pourtant dans les pays où des efforts de quantification ont été menés par les administrations ou les instituts de statistique dans un souci d'harmonisation, la perception de la question des « sans-abri » s'en est trouvée modifiée.

Face à un tel défi, la tendance naturelle d'un statisticien public est de privilégier les solutions qu'il connaît bien parce qu'elles ont été élaborées dans son environnement proche. En prenant conscience des caractéristiques et des contraintes sociales de son métier, comme le lui permettent les réflexions d'Alain Desrosières, il ou elle augmente ses chances d'agir dans une perspective plus large.

Alain Desrosières et les historiens : Une toile sans araignée



Béatrice TOUCHELAY

Professeur d'histoire contemporaine, Université de Lille 3

Alain Desrosières est un créateur de liens, une véritable araignée qui a réussi à tisser une toile reliant des chercheurs de différents horizons, de générations et de spécialités distinctes, et des praticiens du chiffre, peu habitués à réfléchir et à travailler ensemble. Il a largement contribué à réconcilier des étudiants de sciences humaines avec la statistique et à aiguïser leur sens critique. Attentif au moindre mouvement de sa toile, toujours prêt à aller discuter une idée, à répondre à une proposition de recherche, à soulever une nouvelle question, ou à présenter ses travaux aux publics les plus divers¹, il a su créer les synergies, stimuler les questionnements et ouvrir les horizons de tous ceux qui se sont pris dans sa toile. La comparaison avec l'araignée s'arrête là ; la gentillesse, l'empathie d'Alain Desrosières pour tout ce qui posait question, son insatiable curiosité, sa capacité de se mettre au niveau de ceux qu'il rencontrait n'ont absolument rien à voir avec l'araignée qui n'est pas réputée pour sa générosité.

Croiser les regards et les approches

Aucun des jeunes doctorants qu'il a côtoyé n'a été « mangé » par Alain Desrosières ! Mais tous ont été très marqués par les travaux et par les discussions qu'ils ont pu avoir avec lui. La principale leçon que je retire de mes rencontres avec Alain Desrosières est la richesse des approches en termes de tensions. Il insistait toujours sur la nécessité de croiser les regards et les approches, de chausser successivement plusieurs lunettes, de porter plusieurs casquettes mélangeant ainsi les outils des praticiens de différentes disciplines, se mettant à la place du statisticien, de l'utilisateur de la statistique, du syndicaliste, etc. Son intérêt pour l'histoire, à la fois pour celle de l'INSEE et des institutions de la statistique publique française qui l'ont précédés, tenait en grande partie à sa curiosité pour les hommes, pour les acteurs d'une institution où il a fait toute sa carrière. Cette curiosité l'a poussé par exemple à aller interviewer Henri Bunle (1884-1986), entré à la Statistique générale de la France juste avant la Première Guerre mondiale, et qui est nommé directeur par intérim du Service National des Statistiques après l'arrestation de

1. Il y a quelques années, il avait gentiment accepté de venir présenter son analyse des correspondances entre les formes de l'Etat et les outils statistiques à des étudiants de première et de seconde année d'histoire de l'université de Créteil où j'étais maître de conférences. Il a su intéresser ce public pourtant peu préparé à une approche comparative de cette envergure. Il est également intervenu au séminaire doctoral « Histoire, économie et sociétés XIX-XXe siècles » organisé par Michel Margairaz à l'université de Paris 1 en 2010. Plusieurs doctorats actuellement en cours s'inspirent de ses travaux.

René Carmille (1886-1945)² en 1943. Alain Desrosières n'était pas content de son interview, il avait la migraine disait-il, mais la cassette de cet entretien constitue une archive importante de l'histoire de l'institution et de la statistique publique en France. Autre document que Desrosières affectionnait, la photo d'Henri Bunle soufflant les cents bougies de son gâteau d'anniversaire au cours de la cérémonie organisée à cette occasion dans les salons du ministère des Finances de la rue de Rivoli en 1984 et qui réunissait Francis Louis Closon, premier directeur général de l'INSEE et Alfred Sauvy³. Par curiosité et aussi du fait de sa posture critique naturelle, par attachement à son institution, Alain Desrosières a beaucoup contribué à éclairer cette histoire.

L'histoire de la statistique publique française

Désirant transmettre ses « découvertes » et ses réflexions, cherchant aussi à les soumettre à la critique et à stimuler d'autres recherches, il a publié de nombreux articles sur l'histoire de la statistique publique française⁴. Certains textes concernent l'évolution de l'école d'application⁵, d'autres comparent le système français à celui d'autres pays européens, d'autres encore s'intéressent à l'évolution des travaux sur l'histoire de la statistique⁶, et sont publiés dans le *Courrier des statistiques* ou dans *Economie et statistique*. Alain Desrosières est à l'origine, avec d'autres, des journées d'étude sur l'histoire de la statistique organisées par l'unité de recherche de l'INSEE à Vaucresson en juin 1976, et des publications qui ont suivi⁷. Ces journées ont fait le lien entre les historiens et les praticiens et souligné l'intérêt de l'histoire pour disposer du recul nécessaire à l'utilisation de l'outil quantifié. Son implication dans la collecte des illustrations et dans la rédaction de l'ouvrage du cinquantenaire de l'INSEE diffusé en interne en 1996⁸ étoffe cet héritage. L'ouverture des Journées de la statistique — qu'il a fortement contribué à organiser — à l'histoire, son attachement à la conservation des traces du passé de l'institution⁹, son intérêt pour les travaux historiques ont aussi contribué à apaiser les tensions et les incertitudes liées au passé de l'INSEE.

Alain Desrosières et Raymond Lévy-Bruhl

Alain Desrosières partageait le goût de l'histoire avec Raymond Lévy-Bruhl, secrétaire général de l'INSEE pendant qu'Edmond Malinvaud en était le directeur général, alors que leurs fonctions les opposaient plutôt. Alain Desrosières m'avait permis de rencontrer Raymond Lévy-Bruhl au moment de ma thèse, nous sommes restés en contact pour rédiger un rapport sur l'activité du Service National de Statistiques pendant l'occupation¹⁰, puis j'ai prolongé mes entretiens lorsque j'ai été conduite à travailler sur les statistiques du ministère du Travail où Raymond Lévy-Bruhl a été détaché entre 1951 et 1961 et a mis en place les enquêtes trimestrielles ACEMO¹¹. Alain Desrosières m'a demandé de rédiger un texte avec lui pour rendre hommage à Raymond Lévy-Bruhl après son décès¹². Le texte fait trois pages, il contient 14 notes, c'est un

-
- René Carmille, contrôleur général de l'Armée est le fondateur du Service de Démographie visant à pallier la suppression des bureaux de recrutement militaire après l'armistice de juillet 1940. Carmille dirige ensuite le SNS issu de la fusion du Service de la Démographie et de la SGF en octobre 1941.
 - Photo présentée dans Alain Desrosières, « Naissance d'un nouveau langage statistique entre 1940 et 1960 », *Courrier des statistiques*, n°108, décembre 2003, p.41 -52 [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/cs108e.pdf]
 - Par exemple : « Les spécificités de la statistique publique en France : une mise en perspective historique », *Courrier des statistiques*, n° 49, janvier 1989, p. 37-54, « La recherche en histoire de la statistique », *Courrier des statistiques*, n° 39, juillet 1986, p. 54-58, « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue Française de Sociologie*, 1985, XXVI, 2, p. 277-310.
 - Alain Desrosières, « D'une école de statistique et d'économie à l'ENSAE et l'ENSAI : 1942-1996 », *Courrier des statistiques*, n° 75-76, décembre 1995, p. 47-53.
 - Alain Desrosières, « Naissance et développement d'un nouveau langage statistique entre 1940 et 1960 », *Courrier des statistiques*, n° 108, décembre 2003, p. 41-51.
 - Pour une histoire de la statistique 2 vol.*, Joelle Affichard (ed.), première édition 1977, seconde édition, INSEE Economica, 1987.
 - Cinquante ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, INSEE, Paris, 1996.
 - Il m'avait prêté par exemple un grand cahier manuscrit contenant tous les comptes rendus du conseil technique de la SGF (entre 1917 et 1937) qu'il conservait précieusement.
 - Jean-Pierre Azema, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay, « Mission d'analyse historique sur le système statistique français de 1940 à 1945 », direction générale de l'INSEE, Vanves, 1998.
 - Activité et conditions d'emploi de la main d'oeuvre
 - Alain Desrosières Béatrice Touchelay, « Raymond Lévy-Bruhl (1922-2008) : un statisticien innovateur et un serviteur de l'Etat », *Courrier des statistiques*, mai-octobre 2008, n°1245, p. 49-52.

petit format, mais il m'a donné l'occasion de voir avec quelle minutie et aussi avec quel plaisir Alain Desrosières travaillait la rédaction. Huit versions successives ont été rédigées pour aboutir au document proposé au comité de rédaction de *Courrier des statistiques*, les derniers échanges ne portaient plus que sur des « détails », le choix des mots justes, la sélection des références, pour parvenir au texte le plus dépouillé sur le plan formel, le plus juste et le plus riche possible. Les circonstances étaient tristes mais quels plaisirs m'ont procurés ces échanges !

Tenus par leur intérêt pour l'histoire, Alain Desrosières et Raymond Lévy-Bruhl ont été de ceux qui ont permis de consolider le fonds des archives déposés au Centre des archives économiques et financières du ministère des Finances (Savigny-le-Temple), tant des archives de l'INSEE que de celles des descendants des fondateurs du Service National des Statistiques¹³.

Je l'ai rencontré au moment de la préparation de ma thèse d'histoire consacrée à l'INSEE, des origines à 1961¹⁴, et je lui dois de nombreux contacts tant auprès d'inspecteurs généraux de l'INSEE, en poste ou justes retraités, que d'agents moins gradés ; il m'a permis de collecter toute une série d'interviews qui ont donné corps à mon texte. A la fois respectueux et un peu méfiant à l'égard des méthodes pointillistes de l'historien, Alain Desrosières a aussi beaucoup contribué à attirer les historiens vers la quantification et à aiguïser leur regard critique. Ce statisticien atypique incite à déconstruire les statistiques pour mieux s'en servir et il parvient à éveiller la critique. La permanence de ses références au passé pour expliquer et comprendre le présent est une originalité compte tenu de sa formation de polytechnicien et de son environnement professionnel qui se prêtent peu aux références historiques. Marqué dès l'origine par les débats internes à l'INSEE sur les origines vichystes de l'institut, il contribue à valoriser son histoire et celle de la statistique publique. La consolidation de la toile qu'il a tissée dépend de nous.

Le groupe Histoire de la Statistique

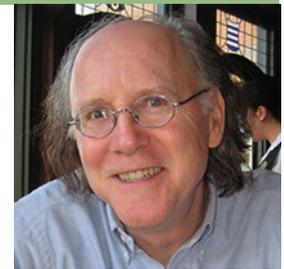
De fait, le groupe « Histoire de la Statistique » de la *Société Française de Statistique* qu'Alain Desrosières a contribué à créer a encore bien des projets. La journée d'hommage de mars 2014 organisée par le groupe a été un des premiers événements postérieurs à son décès. Ce groupe a été un lieu de ralliement où Alain Desrosières est parvenu à attirer un certain nombre des collaborateurs et des étudiants qu'il a influencés. Le défi qu'il nous laisse aujourd'hui consiste à préserver cette toile, à continuer à la faire vivre et à la consolider malgré son absence. Quelques manifestations inscrites au programme de travail du groupe « Histoire de la Statistique » pour la fin de l'année 2014 et pour 2015 assurent la continuité à court terme. Une autre initiative, éditoriale cette fois-ci, vise à mieux faire connaître ses apports sur les réflexions de ceux qu'il a influencés. Elle s'appuie sur la publication de certaines des communications présentées au séminaire « ADA-Stat. » organisé à la Maison européenne des sciences de l'homme de Lille en mars 2014, peu de temps après le décès d'Alain Desrosières qui devait y participer, et d'autres textes. Le séminaire était organisé par Isabelle Bruno, politiste à l'origine de 'Stat activisme' avec Emmanuel Didier et Julien Prévieux, par Florence Jany-Catrice, économiste, et par Béatrice Touchelay, historienne, respectivement universitaires à Lille2, Lille1 et Lille3. Ce « trio » sort directement du carnet d'adresse d'Alain Desrosières qui, « rassembleur » nous a permis d'aboutir à un ouvrage collectif intitulé *'De la politique des grands nombres' à 'la politique du chiffre'. Les sciences sociales de la quantification* qui devrait être publié chez Springer en 2015. Initialement conçu pour réunir les communications du séminaire de mars, cet ouvrage est désormais envisagé comme un hommage à ses travaux. Il aspire à diffuser, dans le paysage international, les résultats des analyses pluridisciplinaires des usages sociopolitiques du chiffre, qu'il soit

13. Je pense aux fonds déposés au Centre des archives économiques et financières de la France (Savigny-le-Temple, 77) par Xavier Jacquey, provenant de son père, Pierre Jacquey, qui était un proche collaborateur de René Carmille au moment de la création du service de démographie puis du service national des statistiques sous Vichy. Documents disponibles sous les cotes 5A-0000315 à 319.

14. « L'INSEE des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale », thèse de doctorat d'histoire, Albert Broder dir., université de Paris 12 Créteil.

statistique, comptable, ou qu'il serve à toute sorte de classification et d'évaluation. Le socle de ces analyses à la française a pour point commun la somme des travaux d'Alain Desrosières. L'ouvrage cherche à faire le point de ce que nous pourrions appeler l'« École française » des sciences sociales de la quantification. Partant du constat que l'argument quantifié semble supplanter en la dominant toute autre forme argumentative, l'entrée par les sciences sociales de la quantification montre à quel point différentes disciplines des sciences sociales se sont emparées de cette question, soulignant le caractère structurant de la quantification dans la coordination des acteurs, et dans leurs actions. Cet ouvrage vise ainsi (et aussi) à produire des effets de connaissance sur la manière par laquelle la « politique du chiffre », associée à ce qui est élégamment appelé la « modernisation » contemporaine de l'État et l'« assainissement » de ses finances (notamment par les lois et dispositifs français et européens tels que la LOLF, la RGPP, la MAP, le Pacte budgétaire européen), s'est substituée à la « politique des grands nombres », propre à l'État social des décennies d'après-guerre.

Controverses, crises et changement dans les systèmes statistiques



Jean-Pierre BEAUD

Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie,
Université du Québec

Alain Desrosières a réussi à rassembler autour de lui des chercheurs venant d'horizons disciplinaires, théoriques et géographiques différents. C'est là le signe de l'importance intrinsèque d'une œuvre qu'il a construite durant une quarantaine d'années et des amitiés que cet homme simple, discret, aimable a su forger au fil des ans. Lui rendre hommage, c'est d'abord dire ce qui précède, mais c'est aussi et surtout continuer à faire exister sa pensée à travers les travaux de recherche, en s'en emparant, en la critiquant.

Venant à Montréal pour y recevoir un doctorat *honoris causa* de mon Université, l'Université du Québec à Montréal, Alain avait été très intrigué par la crise toute récente du recensement canadien. Le texte qui suit rappelle cette crise, et tente d'aller plus loin en formalisant des propositions analytico-théoriques pour penser le changement en statistique. Alain Desrosières s'intéressait non seulement aux succès mais aussi aux controverses et aux crises dont il pensait qu'elles sont grosses de changements.

L'histoire statistique officielle et même l'histoire élaborée par les chercheurs donne souvent la part belle aux réussites, à la rationalisation, à l'innovation et au progrès. Cette lecture généreuse, sans être fautive bien sûr, n'épuise pas le sujet. Une histoire des ratés de la communication statistique ou des échecs est aussi possible et surtout souhaitable. Cette autre lecture cernerait également les controverses scientifiques et surtout toutes celles qui ont débordé les limites du monde statistique pour devenir publiques. Une controverse publique est souvent embarrassante pour un organisme statistique. L'argumentaire statistique, qui met de l'avant des points de vue qui se présentent comme scientifiques et pragmatiques, doit alors rivaliser avec un argumentaire philosophico-politique ou d'ordre moral. Il n'est pas sûr que le premier argumentaire l'emporte.

Le débat sur le recensement canadien de 2011

Le débat sur le recensement canadien de 2011 est probablement un des exemples les plus intéressants de controverse publique impliquant un bureau statistique. Il s'ouvre un peu inopinément à la fin du mois de juin 2010, alors qu'on apprend que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a éliminé de fait les questions du questionnaire long et a remplacé ce dernier par une enquête volontaire administrée à 30% de la population. Dans la *Gazette du Canada*, en date du 26 juin, figure en effet un « décret [qui] vise à fixer le mois de mai 2011 comme étant le mois durant lequel Statistique Canada mènera le recensement de la population de 2011 et à prescrire les questions à poser lors du recensement de la population

de 2011 ». En annexe apparaissent les huit questions du formulaire court, et rien d'autre ! Le formulaire long a donc disparu. La décision avait été formellement prise quelque temps plus tôt puisque le décret du Conseil privé est en date du 17 juin.

Dans le recensement canadien de 2006, le questionnaire abrégé de base comprenait huit questions dont une portant sur la langue maternelle et une autre sur les unions libres (de sexe opposé ou de même sexe) ; il était distribué à quatre logements privés sur cinq. Le questionnaire long, appelé « complet » et distribué à un logement privé sur cinq, contenait, en plus, des questions sur différents types de handicap, la connaissance d'autres langues que le français et l'anglais, les langues parlées à la maison et au travail, les origines ethniques ou culturelles des ancêtres, les Autochtones, les minorités visibles, la mobilité, la scolarité, les activités à la maison dont le nombre d'heures consacrées aux travaux ménagers ou à s'occuper des enfants sans paye ou sans salaire, les activités sur le marché du travail, le revenu. Et l'on s'attendait à ce que, moyennant quelques modifications, les deux formulaires fussent réutilisés en 2011. Ce ne fut donc pas le cas.

Très vite, l'affaire prit de l'ampleur et les prises de position se multiplièrent. Visiblement, le gouvernement fut surpris de la réaction et la controverse s'installa. Elle durera tout l'été 2010 et mettra Statistique Canada en ébullition. Le gouvernement conservateur canadien justifiera la décision en invoquant le caractère inquisiteur et indiscret du questionnaire long administré à 20% de la population canadienne et surtout l'obligation d'y répondre (le refus étant éventuellement sanctionné par une amende et même par la prison). Les semaines suivantes seront éprouvantes pour le gouvernement conservateur mais surtout pour le bureau statistique canadien. Le successeur de Ivan P. Fellegi à la tête de Statistique Canada, Munir Sheikh, sera l'objet de pressions diverses dans le but de l'amener à s'exprimer sur ce que l'ensemble ou presque du monde scientifique appelle un désastre. Ne bénéficiant pas du prestige international ni même national de son prédécesseur, il apparaîtra comme un dirigeant plutôt pâle¹ qui, au mieux, s'est fait imposer une décision sans broncher et qui resta muet. Il finira par être « entraîné dans la tourmente », démissionnera et s'exprimera enfin, libéré de son devoir de réserve. Le ministre Clément déclarera à ce sujet : « Évidemment, la démission de M. Sheikh a été acceptée à regret. J'ai travaillé avec lui pendant des mois pour mettre en œuvre la décision du gouvernement de protéger la population contre les méthodes coercitives et intrusives employées concernant le formulaire de 40 pages. Ensemble, nous cherchions des solutions efficaces pour garantir l'utilité et la fiabilité des données obtenues grâce à une enquête volontaire. Nous avons certainement essayé d'atteindre cet équilibre, et je crois que nous avons réussi. Si quelqu'un souhaite proposer ses idées, nous sommes prêts à en discuter »². Munir Sheikh répondit donc à la question qui lui avait été posée sans cesse depuis plus de trois semaines: est-ce qu'une enquête volontaire peut remplacer un recensement obligatoire? Dans un communiqué en date du 21 juillet 2010, il déclara : « Elle ne le peut pas. Dans les circonstances, j'ai présenté ma démission au Premier ministre. » Il rejoignit ainsi le camp des opposants à la décision de troquer un questionnaire long obligatoire pour une enquête volontaire. On apprit alors qu'il s'était opposé à la décision malgré ce que déclaraient au début les autorités politiques.

-
1. Le jugement, après sa démission, est devenu plus positif. Munir A. Sheikh a été nommé Statisticien en chef par Stephen Harper en 2008 après une carrière assez impressionnante dans la fonction publique canadienne. L'économiste est présenté comme un personnage brillant et sa démission comme le geste d'un esprit libre : « *In a world where loyalty is king, bureaucrats of his standing do not tend to quit over differences of opinion. He did. In doing so, he displayed qualities that have emerged through his 38-year career: stubbornness and independence of mind.* », Tavia Grant (22 July 2010). « *An independent mind has always characterized Sheikh* ». Toronto: *Globe and Mail*.
 2. Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des Communes du Parlement canadien, le 27 juillet 2010, Numéro 029, 3e session, 40e législature.
<http://www.parl.gc.ca/CommitteeBusiness/SearchBrowseEvidence.aspx?arpibs=False&arpice=True&arpicl=&arpicpd=4648017&arpid=False&arpidf=2010%2f03%2f03&arpid=&arpj=False&arpjpp=100&arpisb=Publication&arpist=s&arpit=munir%2bcensus&Mode=1&Parl=40&ps=Parl40Ses3&Ses=3&Language=F>

Tout au long de l'été 2010, les interventions se sont multipliées. Elles dénoncèrent, en règle générale, la décision des Conservateurs. Elles contribuèrent à construire d'une part une rhétorique anti abolitionniste riche et parfois sophistiquée, d'autre part une rhétorique abolitionniste qui n'est pas aussi élémentaire qu'on a bien souvent voulu le dire. La liste des opposants, quant à elle, est imposante et la liste des soutiens plutôt limitée. Cependant, malgré ce qu'on croyait être un ensemble implacable de bonnes raisons, le gouvernement conservateur n'a pas plié et la population, quoique plutôt favorable au retour du questionnaire long obligatoire, ne s'est pas massivement mobilisée en faveur de cette option. Le recensement de 2016 reprendra la « nouvelle » formule imposée en 2011; si jamais, toutefois, le recensement de 2021 revenait au modèle de 2006, il y aurait donc un écart de quinze années entre deux mesures d'une même variable faites dans des conditions comparables, c'est-à-dire par le truchement d'un questionnaire obligatoire ! Fin de la controverse, du moins pour un temps.

La controverse publique qui vient d'être succinctement présentée porte donc sur l'usage d'une technologie bien établie qui fait consensus ou presque dans le monde de la statistique ici et ailleurs: l'échantillonnage probabiliste avec obligation de répondre. Cette technologie combine deux principes, celui de l'échantillonnage probabiliste, et l'obligation de répondre (avec d'éventuelles sanctions si elle n'est pas respectée), que l'on associe souvent au premier principe. La combinaison a généralement l'avantage de limiter les redressements d'échantillon dus à des taux de réponse variables selon les divers groupes de la société. Avant 2010, s'il est vrai que les refus ou les omissions de répondre (à tout ou à certaines parties du questionnaire obligatoire) n'étaient pas rares, d'une part ils faisaient l'objet d'un traitement statistique qui s'était raffiné au fil des ans (le traitement du sous-dénombrement ou, à l'inverse, du sur-dénombrement occupe une part importante dans l'arsenal technique des statisticiens canadiens), d'autre part cela restait un geste personnel, individuel et peu politisé, contrairement à ce qui s'était passé dans des pays comme l'Allemagne ou les Pays-Bas. En 2010, l'un des premiers effets de la controverse a été de donner à ce geste de refus une portée politique et collective qu'il n'avait jamais eue auparavant au Canada. La décision gouvernementale l'a légitimé.

Dans une controverse publique, se télescopent des points de vue, des argumentaires, des intérêts de nature différente. Certes, tous les acteurs parlent les mêmes langues, mais cela ne veut pas dire qu'ils se comprennent pour autant. Dans le cas qui nous occupe, la controverse publique n'est pas à proprement parler l'extension hors des limites du système statistique d'une controverse scientifique *interne*. Le débat interne semblait clos depuis longtemps, à tout le moins pour ce qui est du caractère probabiliste de l'échantillon (mais ce n'est pas cela, à proprement parler, qui était remis en cause par les Conservateurs même s'il est vrai qu'en pratique la contestation de l'obligation de répondre mettait en péril la pratique d'échantillonnage). On est plutôt dans un cas de figure, intéressant, où l'irruption de principes politiques ou moraux active ou réactive de façon quelconque peu artificielle un débat scientifique.

La stratégie des opposants à la décision conservatrice a été de ramener le débat à sa dimension scientifique ou technique. C'est un terrain qui leur était éminemment favorable. En tant qu'experts reconnus, ils pouvaient soutenir avec fermeté la supériorité de l'échantillon probabiliste avec obligation de répondre sur l'échantillon de volontaires (ce qu'était devenu, à leurs yeux, l'échantillon probabiliste sans obligation de répondre). Ils pouvaient plaider le coût très faible de la procédure en termes de limitation de libertés et les profits collectifs très élevés de son application. L'abandon du questionnaire long obligatoire conduisait au remplacement d'une méthodologie assez sûre par une méthodologie qui l'est beaucoup moins, puisque les données du questionnaire long sont maintenant collectées auprès de ce qu'on pourrait appeler un gros échantillon de volontaires, dans le cadre de *l'Enquête nationale auprès des ménages*³.

3. Pour une défense du caractère obligatoire de certaines enquêtes, voir le blog du directeur du Census Bureau des Etats-Unis : <http://directorsblog.blogs.census.gov/2012/06/04/why-are-some-census-surveys-mandatory/>

On risque fort alors, disait-on, de voir décliner à la fois le taux de réponse et, surtout, la représentativité du groupe des répondants. L'autre gros problème touchait à la rupture de la chaîne historique de données qu'implique un tel abandon. Les études longitudinales que font les bureaux statistiques et les diverses équipes de recherche nécessitent une stabilité méthodologique : mêmes questions, même mode de collecte. Certes, et le paradoxe est bien connu, à un certain moment il faut changer soit les questions (elles ne sont plus pertinentes), soit les choix de réponse. La structure de la société peut avoir suffisamment évolué pour imposer une rupture de cette chaîne. Mais ce sont alors des considérations scientifiques, cognitives qui, normalement, prévalent. En-dehors de ces périodes, la stabilité (relative car des changements, disons mineurs, apparaissent en tout temps) du processus de collecte s'impose.

La tonalité était donc fortement positiviste : la statistique contribue à éclairer le monde à l'aide de procédures quantitatives, par amalgame d'expériences, de choix personnels. Et les critiques que les sciences sociales avaient pu émettre à l'endroit de la statistique étatique ou des méthodologies quantitatives avaient été tuées au moins pour un temps. L'unanimité était de mise : de fait, rares furent les scientifiques à défendre l'abolition. Concédant qu'il fallait peut-être aussi argumenter en des termes philosophiques ou politiques, comme leurs adversaires, ils invoquaient ces contraintes qu'implique le vivre-ensemble : voter, payer ses impôts, présenter son passeport et donner quelques informations lors du recensement une fois tous les 25 ans, en moyenne, sont peu de choses si on les compare avec les gains espérés puisque les données de recensement une fois agrégées servent de support à des politiques gouvernementales diverses tout comme elles permettent, lorsqu'elles sont désagrégées tout en restant anonymes, des interventions ciblées au plan le plus local. S'ils avaient pu contenir le débat dans ces limites, ils l'auraient probablement emporté.

Leurs opposants, partisans de l'abolition, avaient un handicap sérieux sur le plan scientifique. Pour contrebalancer le solide argumentaire de la communauté des sciences, ils pouvaient simplement tabler sur le principe d'une enquête volontaire administrée auprès d'un échantillon plus large que par le passé (on était monté jusqu'à 30% pour compenser l'abrogation de l'obligation). Ce n'était a priori guère convaincant dans la mesure où cela voulait dire aussi des coûts plus élevés sans gains assurés en matière de représentativité. Dans les faits, il est difficile de savoir comment cet aspect scientifique du débat a été compris par le public. Car l'essentiel était ailleurs : dans le pouvoir des autorités gouvernementales à imposer une lecture politico-philosophique et, ultimement, à clore les discussions en invoquant les délais (on ne peut plus rien changer si l'on veut que le recensement ait lieu) et en tablant sur la tradition d'expertise du bureau statistique pour faire de l'Enquête un succès. Car le désastre annoncé par les opposants suite à la disparition du questionnaire long obligatoire a été moindre que prévu. Avant la décision conservatrice, « ... Statistique Canada avait prévu que le taux de réponse au questionnaire détaillé obligatoire du Recensement de 2011 se chiffrerait à 94 %, un taux identique à celui obtenu lors du Recensement de 2006. Statistique Canada a présumé un taux de réponse de 50 % pour l'Enquête nationale auprès des ménages, dont la participation est volontaire. »⁴. En fait, le taux de réponse non pondéré a finalement été passablement plus élevé, d'un peu moins de 69%⁵ Le taux pondéré, quant à lui, s'établit à un peu plus de 77%. Le désastre, au moins au plan du taux de réponse, ne serait donc pas si important. Les statisticiens de Statistique Canada, en usant de divers procédés techniques, auraient donc été capables de convaincre le public de répondre en grand nombre au questionnaire de l'ENM. Le gouvernement ne s'est d'ailleurs pas privé d'invoquer la grande expertise technique de Statistique Canada pour désamorcer les critiques : ne peut-on pas faire confiance aux statisticiens canadiens dont vous [les opposants] dites tant de bien ? Peut-être faut-il voir effectivement dans ce résultat somme toute « correct », l'effet de cette fameuse grande technicité du bureau canadien, de cette habileté à développer

4. Statistique Canada, http://enm.statcan.gc.ca/nhs-enm_r005-fra.htm

5. http://www12.statcan.ca/NHS-ENM/2011/ref/about-apropos/nhs-enm_r012-fra.cfm

et utiliser des techniques toujours plus sophistiquées qui fait l'envie de bien des statisticiens d'État à l'extérieur du Canada.

Le changement en statistique

Cet exemple de controverse, qui a provoqué des transformations dans le système statistique du pays, nous conduit à poser la question du changement en statistique. Le changement peut être induit par des innovations technologiques qui, comme dans le cas des méthodes de sondage, permettent de décupler le travail tout en bonifiant, à moindre coût, les résultats. Il peut provenir de changements sociétaux comme dans le cas des modifications de nomenclatures, par exemple: ni pure construction logique, ni pur reflet de la réalité, la classification naît au terme d'un processus complexe qui emprunte à une lecture de la réalité orientée par divers facteurs, comme la disponibilité d'outils de mesure, la formation des statisticiens, les demandes des groupes et de l'État, etc. Enfin, le changement peut provenir de pressions extra scientifiques et traduire une volonté politique, comme dans le cas de la controverse canadienne. Essayons de formaliser le jeu de ces facteurs en tenant compte des dimensions du travail statistique.

Le fait statistique est construit par une série de pratiques s'appuyant sur des normes et sur des structures. Un régime statistique, c'est le complexe formé à une époque donnée par les structures, conçues comme ce qui a trait à l'organisation et à la division du travail statistique, les normes, considérées comme l'ensemble des règles, prescriptions et référents censés orienter, encadrer, voire censurer les pratiques, et les pratiques statistiques, c'est-à-dire les activités pour lesquelles sont déployées ressources et compétences. Vu sous cet angle, et à l'échelle d'une macro-histoire, le régime statistique donne une image de cohérence transcendant, en partie, les particularités nationales.

Nous avons ainsi distingué un régime qualifié de pré ou proto statistique caractérisant la période antérieure au milieu du XIXe siècle, un autre marqué par le phénomène de la nationalisation statistique, s'étendant jusqu'aux années 1930, un troisième organisé autour de l'idée de macro-direction statistique et qui couvre le cœur du XXe siècle et, enfin, un quatrième qui s'impose à compter des années 1980 dans un contexte de mondialisation néolibérale. Mais il est possible aussi, si les phénomènes statistiques sont considérés sous un angle plus méso ou micro, de voir les normes se différencier selon les acteurs, et les structures être moins intégrées qu'il n'y paraît de prime abord. Il est possible alors de penser les crises et les controverses statistiques et ce faisant d'envisager le changement statistique comme le résultat de pressions internes et externes, scientifiques et politiques, comme le proposait Alain Desrosières dans ses divers travaux. Pour cela, nous allons complexifier quelque peu le modèle du régime statistique. Un régime statistique, ce complexe formé par les structures, les normes et les pratiques, s'appréhende aussi en fonction de trois niveaux : supranational, national et infranational. Il se peut ainsi que le supranational soit travaillé par les principes d'un régime (néolibéral probablement aujourd'hui) et qu'au national et à l'infranational ce soient les traits d'un autre régime (néokeynésien) qui s'expriment. On comprend alors que des crises soient possibles de ce point de vue. De plus, ce régime est orienté en fonction de deux légitimités, de deux pôles (de savoir), la science et l'État. Cet ensemble nous conduit à émettre un certain nombre de propositions qui sont autant de pistes pour d'autres recherches sur la statistique.

Proposition 1. Idéalement, ces trois dimensions, normes, structures et pratiques, sont en accord, synchrones, relevant des mêmes principes. Dans les faits, c'est rarement le cas en totalité. Pour plusieurs raisons. D'abord parce que ces trois dimensions évoluent selon des rythmes différents. Ensuite parce qu'elles sont soumises à des facteurs dissemblables. Et enfin parce qu'elles changent selon des modèles différents.

Proposition 2. Ces trois dimensions évoluent selon des rythmes différents. Les structures sont relativement stables et changent sur le long terme, généralement. Les changements peuvent être, dans certains cas, brusques et radicaux. Comme lorsqu'un système passe de la décentralisation à la centralisation ou lorsqu'un système centralisé se déconcentre. Le régime statistique actuel, néolibéral, pose une adaptation plus rapide au contexte ambiant: c'est une des raisons qui conduit à la prolifération des agences capables selon leurs promoteurs de répondre structurellement plus vite aux demandes du marché. Les normes, quant à elles, peuvent être multiples et adaptées à des publics différents. L'absence de synchronisation a toutefois un coût, potentiellement élevé. Les coûts d'un changement, sur ce plan, sont toutefois plus faibles que dans le cas des structures. Les normes se transforment plutôt sur le moyen terme. Elles peuvent aussi, plus facilement que les structures, se superposer. Ainsi, bien des principes cohérents avec le régime statistique néolibéral continuent d'exister même si le bureau s'en est distancié (par d'autres termes de son discours et par sa structure), le Brésil offrant un exemple de ce cas de figure. Les pratiques, enfin, peuvent être multiples, et relever éventuellement de principes différents. Elles peuvent changer à court terme. On est donc face à trois dimensions qui n'évoluent pas nécessairement selon le même rythme. Nous avons là des éléments de tension mais aussi, lorsque cela est géré habilement, des moyens pour faire face aux crises. Voir tableau 1.

Tableau 1. Les trois dimensions d'un régime statistique

	Rythme évolution	Unicité ou pluralité	Superposition ou non	Changement	Contradictions
Structures	Long terme	Unicité mais modulation selon niveaux	Non	Rare mais plutôt radical	Difficile de changer les structures; si oui, déstabilisation du personnel
Normes	Moyen terme	Unicité mais modulation selon publics	Oui	Très malléables	Risques de cacophonie
Pratiques	Court terme	Plurales sous pression des publics	Oui mais les ressources allouées vont permettre l'élimination de pratiques jugées coûteuses ou non pertinentes	Très malléables	Sensibles aux pressions des publics et aux demandes du politique

Proposition 3. Ces dimensions du régime peuvent se décliner en fonction des trois niveaux structurant la vie statistique : le supranational, le national et l'infranational. Le supranational conduit à une standardisation et donc impose soit des normes nouvelles (qualité, transparence, par exemple), soit des pratiques nouvelles (sondages, abandon des formes jugées lourdes d'enquêtes comme le recensement), soit même des structures comparables (agence, par exemple). Ce discours reçoit l'appui parfois appuyé, parfois critique du personnel statistique (au moins d'un niveau supérieur) que son attachement au caractère transnational de la science conforte. À des niveaux plus faibles de la hiérarchie statistique, les réticences peuvent être nombreuses. D'un autre côté, l'infranational travaille les structures, les normes et les pratiques imposant la diversité et la prise en compte des publics locaux. C'est une source de tension, en particulier avec le national. Voir tableau 2.

Tableau 2. Les trois niveaux d'appréhension du statistique

	Tendances	Acteurs	Rapport au régime	Conflits
Supranational	Uniformisation	Multiplicité	Exprime régime actuel	Exacerbe nationalisme statistique
National	Spécification	Tendance à l'unicité	Tendance à conserver modèles conformes à la nature du pays	Résistance, variable selon les niveaux de la hiérarchie, au changement ; clivage entre direction et divers personnels
Infranational	Diversification	Multiplicité	Introduit nouveaux acteurs non statistiques ; tendance à critiquer pratiques issues d'un régime spécifique	Exprime des intérêts éventuellement non statistiques ; en phase malgré un discours contestataire avec certains aspects du régime actuel

Proposition 4. Enfin, la statistique relève de deux champs spécifiques, celui de la science et celui de l'État ou du politique. Les valeurs structurant ces deux champs sont éventuellement contradictoires. La science postule une forme de neutralité qui, en termes statistiques, se traduit par la technicité et un recours de plus en plus important à la mathématique. Certes, ces techniques ne sont pas neutres au sens où, comme l'a bien montré Alain Desrosières, quantifier, c'est convenir puis mesurer. D'autant que les statisticiens eux-mêmes portent des intérêts à la fois collectifs et individuels. L'État, de son côté, exprime à la fois la partialité du parti au pouvoir et l'impartialité souhaitée, annoncée de la machine bureaucratique. Ces deux dimensions peuvent entrer en conflit. Voir tableau 3.

Tableau 3. Les deux légitimités statistiques

	Discours type	Référent	Type de controverse	Forme de la controverse
Science	Neutralité	International	Scientifique	Technique
État	Neutralité/ partialité	National	Publique	Politique

Proposition 5. Les crises statistiques sont le résultat de ces interactions complexes qui font que, de moins en moins, les machines statistiques sont isolées du monde ordinaire. Les classements statistiques et le travail statistique ont toujours été le produit d'un travail qui ne trouve pas sa source uniquement dans la statistique comme discipline. C'est encore moins vrai aujourd'hui tant la sollicitation (la consultation) du monde extra-statistique est même encouragée.

Cet ensemble permet de saisir l'importance, dans un monde où le chiffre est omniprésent, du travail statistique dans la construction d'un véritable régime de vérité, au sens où l'entendait Michel Foucault. Les sources de tension peuvent ainsi être identifiées, leurs logiques dégagées. La logique de l'État, du politique a tendance à prévaloir dans le régime actuel, en tout cas par la mobilisation populiste du monde ordinaire, comme cela s'est fait au Canada. C'est d'autant plus surprenant que, par certains aspects, le travail statistique semble aussi orienté par des pressions venant des marchés et que la technicité de la statistique est toujours plus affirmée.

Cela nous rappelle que statistique et État sont liés de diverses façons, par l'étymologie mais aussi et surtout par l'histoire, et que, selon une distinction chère à Alain Desrosières, la statistique peut être conçue à la fois comme un outil de gouvernement et comme un outil de preuve. Cette consanguinité et cette double nature sont à la source à la fois du prodigieux crédit que le chiffre possède aujourd'hui mais aussi de la profonde méfiance qu'il peut susciter chez certains. Aussi la fameuse formule attribuée à Benjamin Disraeli mais revenant probablement à Mark Twain, « There are three kinds of lies: lies, damned lies, and statistics », tout comme celle produite par le Maréchal Foch en 1918, « Statistics won the war »⁶, est-elle l'inévitable prix que la statistique doit payer du fait que Statistique et État sont comme deux faces d'un même phénomène, les deux visages de Janus, l'un chiffré, l'autre armé.



6. Citation rapportée en anglais par Robert Hamilton Coats, « père » du Bureau fédéral de la statistique canadien

Un statisticien sociologue de la stratification sociale en Hongrie : Rudolf Andorka (1931-1997)



Martine MESPOULET

Professeur de sociologie, Université de Nantes

La carrière d'Alain Desrosières au sein de l'INSEE s'est caractérisée par son double parcours de statisticien et de sociologue. Dans un tout autre contexte, en Hongrie sous le régime communiste, mais à la même période, Rudolf Andorka, à la tête de la Division des Statistiques sociales de l'Office central de statistique de l'Etat hongrois, fit le lien entre statistique sociale et sociologie, entre statisticiens de l'Etat et chercheurs de l'université et de l'Académie des sciences. Son itinéraire illustre la manière dont, dans les pays européens de l'ancien bloc soviétique à régime autoritaire, les statisticiens spécialisés dans la statistique sociale s'efforçaient d'appréhender de la manière la plus précise l'état de leur société, en se frayant un chemin entre contrainte d'Etat et respect d'une démarche scientifique rigoureuse¹. Cette attitude n'est pas sans rappeler celle d'Alain Desrosières qui, dans une tout autre configuration politique, eut toujours à cœur de défendre une posture scientifique à l'intérieur d'une administration d'Etat telle que l'INSEE, de concilier les deux faces du métier de statisticien, administrateur et savant².

L'étude de la trajectoire biographique et professionnelle de Rudolf Andorka, mais aussi des outils et concepts qu'il a utilisés ou construits, dans certains cas, aidera à reconstituer son parcours de statisticien à la jonction du monde d'une administration centrale d'un Etat communiste et du monde académique. L'analyse du rôle qu'il a joué dans la conception et la mise en place du système d'enquêtes qui étaient utilisées dans l'étude des inégalités et de la stratification sociales en Hongrie sous le communisme permettra de mettre en évidence le caractère novateur de certaines approches dans un pays socialiste européen à une époque qui était encore marquée par la compétition entre deux systèmes politiques et économiques, entre deux projets de société. Comme l'a montré Alain Desrosières, les pratiques de quantification et les quantités produites peuvent être étudiées comme des objets sociaux à part entière³.

1. Sur cette question, voir Alain Blum, Martine Mespoulet, L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline, Paris, La Découverte, 2003 ; Martine Mespoulet, Statistique et révolution en Russie. Un compromis impossible (1880-1930), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.
2. Alain Desrosières, « L'administrateur et le savant : les métamorphoses du métier de statisticien », Courrier des statistiques, n°87-88, 1998, ré-édité dans Alain Desrosières, Gouverner par les nombres. L'argument statistique II, Paris, Mines Paris Tech, p. 37-59.
3. Alain Desrosières, Pour une sociologie historique de la quantification. L'argument statistique I, Paris, Mines Paris Tech, 2008.

Des langues étrangères à la statistique

Un parcours sous surveillance

Rudolf Andorka est né le 30 mars 1931, à Budapest, dans une famille d'intellectuels, médecins et professeurs d'université. Son père, qui devint diplomate en 1939 sous le gouvernement de Teleki, était une figure libérale en Hongrie. Il combattit le fascisme et le communisme, ce qui lui valut plusieurs arrestations et emprisonnements.

Les communistes arrivèrent au pouvoir en Hongrie pendant la Seconde guerre mondiale. L'armée rouge entra dans le pays à l'automne 1944, et à Budapest en avril 1945. En 1949, la Hongrie prit le nom de République populaire, une nouvelle constitution fut promulguée sur le modèle soviétique, et le Parti communiste s'installa seul à la tête de l'Etat. Après l'arrestation du père de Rudolf Andorka au printemps 1950, la famille a été obligée de quitter Budapest, en 1951, pour s'installer dans une ferme à la campagne, à l'Est du pays, région très pauvre.

Pendant ses études secondaires, Rudolf Andorka avait été scolarisé dans le lycée d'enseignement privé le plus coté de Budapest⁴. A la fin de l'enseignement secondaire, en 1949, il fut interdit d'accès à l'université en raison du statut de sa famille, considérée comme « ennemie de classe ». Une nouvelle période commença pour lui. Il travailla comme ouvrier non qualifié et, parallèlement, suivit des études supérieures de sciences économiques dans le cadre des cours du soir ouverts aux ouvriers de la Faculté de droit de l'Université Eötvös de Budapest. Son parcours de formation dans l'enseignement supérieur fut chaotique et soumis aux aléas de la position du pouvoir à l'égard de sa famille. Ainsi, en 1951, quand ses parents furent contraints de quitter Budapest, il fut lui-même expulsé des cours du soir de l'université. Il ne put reprendre ses études qu'en 1956, mais fut obligé de les interrompre à nouveau en 1957, pendant les cinq mois d'emprisonnement auxquels il fut condamné suite à l'insurrection de Budapest de l'automne 1956. Il obtint enfin son doctorat de droit en 1963.

Entre-temps, en 1962, ses compétences en langues, acquises à l'école et dans sa famille, lui avaient valu d'être recruté comme traducteur à l'Office central de statistique hongrois. Puis, il travailla comme correcteur de manuscrit au sein de la rédaction de la revue *Demography* publiée par l'Institut de recherche démographique de l'Office. Par la suite, il gravit progressivement les différents échelons qui le menèrent au poste de Directeur de la Division des Statistiques Sociales, en 1970 vraisemblablement. De fait, après son entrée dans l'Office, commença pour Andorka un parcours d'intellectuel sous surveillance politique au sein d'une administration d'Etat⁵. Comme on va le voir, le statisticien put y organiser des grandes enquêtes sociales en collaboration avec des chercheurs des universités et de l'Académie des sciences tout en respectant le cadre institutionnel et politique d'une administration centrale de l'Etat socialiste hongrois. A la tête de la Division des Statistiques Sociales, il construisit un espace d'autonomie relative à l'intérieur de l'Office qui lui permit de jeter les ponts entre la statistique d'Etat et le monde académique. Le souci de créer de fortes collaborations entre statisticiens et chercheurs fut une constante chez lui. Administrateur et savant, il s'employa, comme Alain Desrosières dans un autre contexte, à construire un espace de production de statistiques sociales qui ne soient pas purement administratives et puissent être utilisées par les chercheurs de sciences sociales pour des travaux sur l'économie et la société hongroises.

Ainsi, il constitua un réseau de chercheurs sur la stratification sociale en Hongrie qui réunit des statisticiens de l'Office central, des économistes et sociologues de l'Université d'Economie

4. C'était un établissement d'obédience chrétienne.

5. Sur ce type de parcours dans l'administration statistique d'Etat d'un pays communiste, voir Martine Mespoulet, « Survival Strategies in the Soviet Bureaucracy: The Case of the Statistics Administration », in Don K. Rowney and Eugene Huskey (ed.), *Russian Bureaucracy and the State. Officialdom from Alexander III to Vladimir Putin*, London, Palgrave Macmillan 2009, p. 152-168; Alain Blum, Martine Mespoulet, op.cit.

Karl Marx de Budapest et des chercheurs de l'Académie des sciences à Budapest. A partir de 1980, année où il fut élu président de la Société de sociologie de Hongrie, il mena de fait une double carrière de statisticien et de sociologue. En 1984, il fut nommé professeur de sociologie à la tête de la chaire de sociologie de l'Université d'Economie Karl Marx de Budapest⁶, et quitta l'Office central de la statistique tout en continuant à travailler avec les statisticiens qui étaient autour de lui dans la Division de Statistiques sociales, en particulier Istvan Harcsa, qui avait été son adjoint jusque-là. Avec ce poste, il retrouva à temps plein le monde universitaire que vraisemblablement il aurait souhaité ne jamais quitter après sa thèse. En 1991, après la chute du régime communiste, il fut nommé Recteur de l'Université d'Economie de Budapest, fonction qu'il occupa jusqu'à son décès, le 30 juin 1997.

A partir de 1984, si son recrutement à l'université lui permit de rejoindre le monde de la recherche, il ne l'éloigna pas pour autant de l'Office central de la statistique. Bien au contraire, sa nouvelle position professionnelle contribua à renforcer les collaborations entre chercheurs de l'Académie des sciences et des universités de Budapest et statisticiens de l'Office.

Un acteur de la statistique publique dans les pays d'Europe de l'Est

Un autre apport de Rudolf Andorka concerne la construction de relations et collaborations scientifiques avec des chercheurs étrangers, dans laquelle il joua un rôle très actif en raison de ses compétences linguistiques, il parlait allemand, anglais et espagnol. Il fut en particulier très présent dans l'Association Internationale de Sociologie, au sein de laquelle il fut membre du Governing Council et co-présida le Program Committee du Working Group on Social Indicators and Social Reporting dès la première réunion de ce groupe, au début des années 1980⁷. Il contribua ainsi fortement à la diffusion en Hongrie de l'approche qui a été baptisée « mouvement des indicateurs sociaux ». Cette réflexion sur la construction d'indicateurs relatifs aux dimensions sociales de la croissance émergea aux Etats-Unis dans la seconde moitié des années 1960 puis se développa dans les pays d'Europe de l'ouest au cours des années 1970⁸. Dans l'espoir de promouvoir des politiques sociales coordonnées dans les pays industrialisés, un travail de coordination des systèmes nationaux d'indicateurs sociaux fut impulsé par trois organisations internationales, l'ONU, l'OCDE et le CAEM (Conseil d'Assistance et d'Entraide Mutuelle, appelé aussi Comecon).

Ce dernier point éclaire la contribution de Rudolf Andorka à la statistique publique des pays européens du bloc soviétique dans le contexte de compétition entre les deux systèmes politiques et économiques dominants, communiste et capitaliste. Il joua en effet un rôle actif dans l'effort d'organisation d'une statistique publique commune aux pays membres du CAEM, en particulier dans la construction des indicateurs sociaux et l'élaboration des études de budgets temps des ménages. Une Division des statistiques sociales fut créée par le comité directeur de statistique du CAEM en 1970. Une de ses missions principales était de développer un système intégré de statistiques sociales pour tous les pays membres du CAEM⁹. Dès l'année suivante, cette Division décida de mettre en place un programme de construction d'indicateurs sociaux commun à l'ensemble de ces pays. Rudolf Andorka fut chargé de diriger ce travail et d'élaborer les bases théoriques et méthodologiques de ce système d'indicateurs. Plus largement, le comité directeur de statistique du CAEM missionna l'Office central de statistique de Hongrie pour élaborer le système de statistiques sociales de l'ensemble du bloc soviétique et pour coordonner cet effort de standardisation. Rudolf Andorka en assumait la responsabilité et conduisit de nombreux travaux dans cet objectif au sein de l'Office central de statistique hongrois dès le début des

6. Une chaire correspondait à un département de faculté.

7. Wolfgang Glatzer, Alex Michalos, "Rudolf Andorka, March 30, 1931 - May 30, 1997", Social Indicators Research, vol. 42, oct.1999, p. III-IV.

8. A ce sujet, voir Jacques Delors (dir.), *Les indicateurs sociaux*, Sedes, Futuribles, 1971, reed. 1992 ; voir aussi Alain Desrosières, *Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques*, Paris, La Découverte, 2014, p. 128-129.

9. Notons que plus tard, dans les années 1990, il y eut un projet similaire au sein de l'Union européenne. Voir A. Desrosières, *ibid.*

années 1970 et tout au long de la décennie. Contrairement à ce qui se passa dans les pays occidentaux, en Hongrie le développement du système d'indicateurs sociaux ne démarra pas dans des instituts de recherche, mais dans le cadre des activités de l'Office central de la statistique de l'Etat hongrois.

Enfin, Rudolf Andorka participa activement à l'entreprise de construction de nouvelles institutions de recherche dans la période de sortie du communisme en Hongrie. Il contribua, avec d'autres chercheurs, à la création d'autres formes de structures de recherche, mieux adaptées à l'étude des transformations socio-économiques qui ont accompagné cette période de passage d'une économie planifiée à une économie de marché. De fait, la libéralisation du régime commença, en Hongrie, avant les premières élections libres de mars 1990, et avant même l'éviction de Janos Kadar de la direction du Parti communiste en mai 1988. Dès 1985, Rudolf Andorka prit part à la fondation de TARKI, qui fut un des premiers instituts privés d'enquêtes en sciences sociales en Hongrie et regroupa des chercheurs issus de plusieurs universités et instituts de recherche¹⁰. En 1990, il fut nommé Président de la Fondation hongroise pour la recherche, qui avait été créée en 1986 sur le modèle des fondations allemandes et américaines. En 1990, celle-ci prit le statut d'une organisation non gouvernementale pour la recherche.

A la lumière de l'ensemble de ces activités, que Rudolf Andorka apparaît avoir joué un rôle de bâtisseur, tant dans le domaine de la statistique publique de son pays et du CAEM que dans les institutions de recherche de sociologie en Hongrie. Comme beaucoup de scientifiques et intellectuels vivant dans les pays à régime communiste de l'ancien espace soviétique, ce fut une manière de jouer un rôle d'acteur social dans la vie publique. Parlant plusieurs langues, Andorka publia dans des revues scientifiques étrangères. L'appartenance à un réseau international de chercheurs fut une manière de concilier l'internationalisme scientifique prôné par les Etats des pays socialistes européens et une forme de liberté scientifique, même si cette activité internationale restait sous le contrôle du Parti.

En Hongrie, cet espace d'initiative s'est exprimé dans l'originalité, si l'on compare avec les autres pays du bloc communiste à cette époque, des questionnements qui ont nourri les enquêtes sur les inégalités sociales, la stratification et la mobilité sociale que Rudolf Andorka a contribué à promouvoir en lien étroit avec les chercheurs des universités et de l'Académie des sciences.

Un système d'enquêtes pour analyser les inégalités sociales

Pour analyser la stratification sociale en Hongrie pendant la période communiste, Rudolf Andorka et son équipe de statisticiens utilisèrent plus particulièrement, et de manière complémentaire, les enquêtes de budget temps et la construction d'indicateurs sociaux. Leur démarche s'inscrit résolument dans une perspective de comparaison internationale, tant avec les pays occidentaux capitalistes qu'avec les pays européens du bloc soviétique.

La construction des indicateurs sociaux en Hongrie

Rappelons que, dans les années 1960, le mouvement des indicateurs sociaux était né d'un double constat. Tout d'abord, l'idée était que le Produit intérieur brut était un indicateur imparfait pour mesurer le bien-être national car il ne porte que sur la croissance de la production et de la richesse et ne dit rien sur les conditions de vie elles-mêmes. Bien-être ne rime pas forcément avec richesse. Par conséquent, de nombreux problèmes sociaux ne pouvaient pas être résolus de manière automatique par la croissance économique. Ce double constat impliquait la nécessité d'élargir le nombre et le type d'indicateurs pour pouvoir mieux mesurer la qualité de

10. A sa création, TARKI fut présidé par Tomas Kolosi, qui fut conseiller du Premier ministre de Hongrie une première fois en 1989-1990 et, une deuxième fois, en 1998-2002.

vie et son augmentation réelle, comme en témoignent des ouvrages publiés à cette époque, par exemple celui dirigé par Jacques Delors en 1971¹¹. Les indicateurs sociaux devaient fournir des informations sur les processus sociaux, de la même manière que les indicateurs économiques en donnaient depuis les années 1940 sur les transformations économiques. Statisticiens produisant des statistiques sociales et sociologues collaborèrent dans de nombreux pays pour élaborer de tels indicateurs¹².

Dans les pays à régime communiste, la mesure du bien-être de la population et de son augmentation était une question très politique¹³. Le projet de ces Etats était de construire une économie et une société dans lesquelles l'accès de tous aux biens et aux ressources devait être une priorité et une garantie pour tous. Dans cette logique, la mesure du bien-être revenait à évaluer le degré d'efficacité du modèle communiste, en particulier par comparaison avec le système de production et de répartition des pays capitalistes. Bien moins encore que dans les pays capitalistes, le bien-être ne pouvait se résumer seulement à la richesse acquise au niveau individuel. L'objectif dans ces pays n'était pas l'accumulation de biens personnels mais l'épanouissement et la culture des individus. L'intérêt de Rudolf Andorka pour le mouvement des indicateurs sociaux n'avait rien d'incompatible avec le discours politique de l'Etat hongrois. Le mouvement des indicateurs sociaux était porteur d'une réflexion dont la préoccupation était de forger des outils permettant de mesurer les dimensions sociales de la croissance, ce qui n'entraînait pas en opposition avec la construction du socialisme. Bien plus, des indicateurs bien choisis pourraient fournir des outils pour analyser les inégalités sociales et les corriger à l'aide de politiques sociales adaptées. Le statisticien forgeait ainsi des outils utilisables par les sociologues faisant des recherches sur les inégalités et la stratification sociale.

Compte tenu de la faible connaissance de ce type d'indicateurs en Hongrie au début des années 1970, le choix fut fait d'utiliser l'expérience internationale déjà existante en adaptant la réflexion et les bases théoriques aux objectifs fixés au sein par le CAEM. Il y avait, en particulier, l'idée que ces indicateurs pourraient fournir des outils statistiques pour la planification sociale naissante. Dans un contexte de fortes discussions sur la nécessité de réformer l'entreprise et l'économie, les travaux du Comité pour la planification à long terme du Travail et du Niveau de vie servirent de base à la planification sociale des années 1970.

Le travail engagé par Rudolf Andorka et son équipe sur le système d'indicateurs sociaux du CAEM se développa sur cette toile de fond. Dans un objectif de standardisation des définitions et des méthodes, les statisticiens ils firent une étude des caractéristiques principales des enquêtes de statistique sociale dans tous les pays concernés, ainsi que des concepts et des classifications utilisés. Un rapport rassemblant les résultats de cette investigation fut discuté au cours d'un séminaire qui se tint à Budapest en 1974¹⁴. Le travail fut effectué en plusieurs phases. Quelques principes furent énoncés pour la démarche retenue au sein du CAEM, en particulier : les indicateurs proposés devraient couvrir les phénomènes sociaux les plus importants. Le système d'indicateurs devrait utiliser des concepts et des classifications uniformes pour tous les pays du CAEM.

Neuf sous-systèmes d'indicateurs furent établis lors de la première phase (1974-1976) : population et famille / éducation / travail / structure sociale et mobilité / revenu et richesse / consommation / santé / logement / activités culturelles.

11. Jacques Delors (dir.), op.cit.

12. La revue Social Indicators Resarch, créée en 1974, témoigne de la vitalité de la réflexion sur les indicateurs sociaux à cette époque.

13. Martine Mespoulet, - « Bien-être des individus et utilité sociale : la mesure du temps libre en URSS dans les années 1960 et 1970 », in Agnès Florin et Marie Préau (dir.), Le bien-être, Paris, L'Harmattan, 2012, pp. 59-70.

14. Il s'agit du rapport intitulé « The System and Basic Trends of the Elaboration of the Indicators of Social Statistics »

Trois sous-systèmes furent ajoutés au cours de la deuxième phase (1976-1978) : sports, loisirs, tourisme / budget temps / sécurité de la société, puis cinq autres lors de la dernière phase (1978-1980) : services publics / protection environnementale / conditions de travail / pathologie sociale / participation à la vie politique et sociale.

Afin de faciliter la comparaison avec les pays capitalistes, une grande attention fut apportée pour développer des sous-systèmes le plus proches possible de ceux élaborés par les Nations Unies tout en préservant la possibilité de fabriquer des sous-systèmes spécifiques pour les pays du CAEM. Toutefois, la comparaison entre pays du CAEM des indicateurs construits progressa par à coups, d'une part en raison d'un manque de données, d'autre part à cause de la volonté des responsables politiques de conserver la confidentialité des indicateurs, comme c'était le cas pour la plupart des données statistiques sur la société dans l'ensemble des pays européens du bloc soviétique. Aussi le premier indicateur commun ne fut pas publié avant le milieu des années 1980. Comme souvent dans ces pays, le travail statistique se faisait mais les données produites n'étaient pas diffusées car soumises au secret politique¹⁵.

Le premier rapport largement diffusé auquel donna lieu ce travail d'élaboration d'indicateurs fut possible en 1990, après la chute du régime communiste, quand le contrôle politique ne s'exerça plus sur ces données¹⁶. Jusque-là l'administration statistique s'était opposée à toute publication large des travaux sur les indicateurs sociaux et de leurs résultats. Edité sous la direction de Rudolf Andorka, Tamas Kolosi et György Vukovics, ce rapport diffusa des données sociales sur le pays vers un public plus large que celui des décideurs politiques au sens strict. Dans la revue *Social Indicators Research*, Rudolf Andorka et son ancien adjoint à l'Office hongrois de statistique, Istvan Harcsa, publièrent aussi un gros rapport dans lequel les indicateurs sociaux étaient utilisés pour mettre en évidence divers phénomènes et processus sociaux dans le cadre d'une théorie de la modernisation de la Hongrie¹⁷.

Une autre originalité de ce travail sur les indicateurs sociaux en Hongrie réside dans le fait que les enquêtes de budget temps furent utilisées de manière complémentaire pour enrichir l'analyse de la différence de revenus et de modes de vie entre groupes sociaux.

Les enquêtes de budget temps, un outil pour analyser la stratification sociale

Les études de budget temps des ménages ont été très pratiquées dans certains pays socialistes européens dans les années 1970 et 1980, en particulier en Hongrie. La première enquête de ce type y fut effectuée en 1963 et fut suivie, en 1972-1973 et 1976-1977, par celles réalisées sous la direction de Rudolf Andorka. Au début des années 1980, celui-ci exploita l'ensemble des données de ces enquêtes dans la perspective d'une analyse sur la longue durée, dont les résultats furent publiés en 1982 et 1984¹⁸.

Rappelons qu'avant que Rudolf Andorka ne devienne directeur de la Division des statistiques sociales de l'Office statistique hongrois, une grande enquête internationale sur les budgets temps avait été organisée en 1965 sous la direction d'un autre Hongrois, Alexander Szalai, professeur et correspondant de l'Académie des sciences de Hongrie, dans le cadre d'un projet de

15. Les données statistiques classées « confidentielles » ou « secrètes » étaient utilisées par le Parti ou les organismes de sécurité. Voir Alain Blum, Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique*, op. cit. Martine Mespoulet, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, Ed. de l'Ined, 2008.

16. Rudolf Andorka, Tamas Kolosi, György Vukovics, *Tarsadalmi riport 1990*, Budapest, TARKI, 1990.

17. Rudolf Andorka, Istvan Harcsa, "Modernization in Hungary in the Long and Short Run Measured by Social Indicators", *Social Indicators Research*, 23, 1990, p. 1-199. (texte reçu par la revue en 1988)

18. R. Andorka, T. Kolosi, *Stratification and Inequality*, Budapest, Collection Hungarian Sociological Studies, Institute for Social Sciences, 1984; R. Andorka, I. Harcsa, I. Niemi, "Use of Time in Hungary and Finland", Budapest, *Studies 102*, Central Statistical Office of Finland, 1983; R. Andorka, B. Falussy, "The Way of Life of the Hungarian Society on the Basis of the Time Budget Surveu of 1976-1977", *Social Indicators Research*, 11, 1, 1982, p. 31-74.

recherche international financé par l'UNESCO¹⁹. Ce programme de comparaison internationale portant sur 12 pays²⁰, qui avait pour objectif d'évaluer l'influence de l'industrialisation sur la vie quotidienne de la population urbaine et sa culture, a joué un rôle important dans la diffusion de la pratique et de la méthodologie de ces enquêtes dans les pays socialistes d'Europe centrale.²¹ La statisticienne Zsuzsa Ferge, chef du département des études économiques de l'Office hongrois de statistique, prit une part active dans ce programme international, ce qui contribua à ancrer la production des études de budget temps dans l'administration statistique hongroise. En continuant à les développer, Rudolf Andorka en fit aussi un outil pour les recherches en sociologie sur les différences sociales dans le mode de vie.

En Hongrie et dans les autres pays du CAEM, les enquêtes sur les budgets temps des ménages furent utilisées avec deux objectifs principaux. Tout d'abord, leurs données furent mobilisées pour traiter des questions de planification sociale, par exemple planification des transports urbains, des constructions d'équipements sportifs et culturels, de logements. En Hongrie, elles servirent aussi pour étudier la stratification sociale et la mobilité sociale. L'analyse du temps passé aux différentes tâches domestiques déboucha sur l'étude de la division sexuelle du travail et de son évolution dans l'espace domestique et dans la société. Elle servit de base aussi à l'observation des formes concrètes de l'égalité des conditions et des statuts entre hommes et femmes dans la famille, au travail et dans la société, critère important pour juger de l'état d'avancement du socialisme dans ces pays. Si l'égalité entre les sexes était reconnue par les textes de loi, qu'en était-il dans la réalité ?

En Hongrie, ces enquêtes furent utilisées en outre pour étudier l'étendue et les formes de l'économie informelle et mieux appréhender le rôle de celle-ci en complément de la sphère de l'économie formelle et des circuits étatiques et coopératifs. L'économie domestique fut privilégiée dans l'observation. Le rôle des lopins de terre dans la consommation des familles et leur approvisionnement alimentaire, la part de la couture et du bricolage faits à la maison furent analysés en combinant les données des études sur les budgets temps avec celles des enquêtes sur les budgets des ménages.

Dès les années 1970, les budgets temps servirent aussi pour analyser le processus de différenciation sociale à la lumière des différences de modes de vie en Hongrie, et de manière comparée avec d'autres pays du CAEM, Pologne notamment, et avec la Finlande, pays partenaire du CAEM, sur la base d'une enquête commune²². Une comparaison fut faite également avec les Etats-Unis sur la base de l'enquête américaine de 1975-1976.

Y avait-il une relation entre croissance du revenu et croissance du temps libre ? Cette question était sous-jacente à toutes ces comparaisons entre pays. En Hongrie, la notion de mode de vie fut travaillée en commun par les statisticiens et les sociologues. Les indicateurs sociaux concernant le style de vie furent construits sur la base des études de budget temps, qui furent considérées comme un des outils principaux pour appréhender les contours du mode de vie des Hongrois. Comme les sociologues hongrois, Rudolf Andorka estimait qu'il était impossible de dresser un tableau réaliste de la société hongroise de l'époque sans prendre en compte les différences de mode de vie. Pour appréhender celles-ci de manière plus précise et quantifiée, il exploita les données sur le temps passé en dehors de la sphère du travail officiel et construisit une analyse de la stratification sociale en Hongrie.

19. Alexander Szalai (ed.), *The use of time. Daily activities of urban and suburban populations in twelve countries*, La Hague-Paris, Mouton, 1972.

20. Les pays concernés furent : l'URSS, la Hongrie, la Bulgarie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la République démocratique d'Allemagne, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, la France, les Etats-Unis, le Pérou.

21. Il est à noter que la situation est différente pour l'URSS, où ces enquêtes étaient pratiquées dès les années 1920. Voir Martine Mespoulet, *Construire le socialisme par les chiffres*, op. cit., p. 181-191.

22. L. Adamczuk, R. Andorka, I. Harcsa, i. Niemi, "Modernization and Time Budget in Finland, Hungary and Poland", in *In memoriam Alexander Szalai*, Budapest, Ed. Laszlo Cseh-Szombathy, 1986, p. 223-256.

Les raisons données par les ménages pour justifier l'augmentation, entre 1963 et 1975, du temps consacré aux activités de l'économie auxiliaire sur le lopin de terre mirent en avant la nécessité de se procurer un revenu complémentaire ou de réaliser une part d'auto-consommation suffisamment importante par rapport à leurs besoins. Andorka en déduisit que la tendance à la réduction des différences sociales dans les conditions de vie, d'un point de vue statistique, était due au fait que beaucoup de ménages hongrois avaient augmenté le temps consacré au lopin de terre en dehors du temps de travail lié à leur emploi, mais que cela contribuait à renforcer les inégalités culturelles. En effet, la part croissante du temps libre passé aux activités de production agricole sur le lopin individuel, qui caractérisait particulièrement les couches inférieures de la société, les agriculteurs au premier chef et les ouvriers non qualifiés ou semi-qualifiés résidant dans des zones rurales, ne pouvait pas être consacrée à des activités culturelles ou de loisirs, à des activités pour se former ou se cultiver. Le statisticien formula un résultat qui révélait une situation contradictoire avec le projet communiste de construction d'une société plus égalitaire.

Conclusion

Tout le temps qu'il fut à la tête la Division des statistiques sociales de l'Office central de statistique de l'Etat hongrois, Rudolf Andorka s'efforça de décloisonner le monde de la statistique d'Etat en facilitant la circulation des statisticiens et des chercheurs entre l'Office et les institutions académiques, universités et Académie des sciences. Ce faisant, il facilita l'accès des chercheurs en sociologie aux données de la statistique sociale d'Etat, ce qui contribua à irriguer celle-ci de questionnements venus de la recherche académique. Les enquêtes de la Division des statistiques sociales de l'Office fournirent un matériau très riche pour l'analyse de la stratification et de la mobilité sociale en Hongrie. Le fonctionnement en réseau interinstitutionnel stimula une circulation des concepts, des catégories et des méthodes. Statisticien et sociologue, Rudolf Andorka s'appuya sur les données des budgets temps et les indicateurs sociaux pour formuler une théorie de la modernisation de la société hongroise sur le long terme²³. En incluant les sociologues dans le travail de conception et d'analyse des données des grandes enquêtes statistiques de l'Etat, Rudolf Andorka contribua sans nul doute à la vitalité des travaux de sociologie de la stratification et de la mobilité sociale en Hongrie sous le communisme, dans les années 1970 et 1980, puis ensuite dans la période de sortie du communisme. Le rôle qu'il joua n'est pas sans rappeler ce qu'Alain Desrosières s'est efforcé de construire au sein de l'administration statistique de l'Etat français pendant la même période²⁴. La conception qu'avait Alain Desrosières du métier de statisticien, administrateur et savant, place celui-ci de fait au point de jonction entre deux espaces sociaux et institutionnels différents, celui d'une administration d'Etat et celui de la recherche en sciences sociales. Construire des passerelles, réussir la jonction entre les deux était, à ses yeux, un enjeu crucial dans la production de connaissances pour mieux comprendre la société et l'économie dans lesquelles nous vivons. Vivant dans un tout autre système politique, l'action de Rudolf Andorka a été guidée par la même croyance dans le rôle central de la science dans une société. Dans les deux cas, l'acteur social se dévoile derrière l'administrateur et le savant.

23. Rudolf Andorka, Istvan Harcsa, « Modernization in Hungary in the Long and Short Run Measured by Social Indicators », *Social Indicators Research*, vol.23, pp. 1-199, 1990; Rudolf Andorka, Istvan Harcsa, "Long-Term Modernization of Hungarian Society", in Rudolf Andorka, Tamas Kolosi, Richard Rose, György Vukovic, *A Society Transformed. Hungary in Time-Space Perspective*, Budapest, Central University Press, 1999.

24. Voir Emmanuel Didier, « Alain Desrosières, savant essentiel et homme de qualités », Introduction à Alain Desrosières, *Prouver et gouverner*, op. cit., pp. 5-29.